



CONSEIL COMMUNAL DU 29 JUIN 2018  
GEMEENTERAAD VAN 29 JUNI 2018

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b> <b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Président/Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijs, <i>Bourgmestre f.f./Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Valérie Schneider, <i>Conseillers</i> <i>communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b> <b>Verontschuldigd</b>	Bernard Noel, Florence Couldrey, Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Olivier Jung, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

29.06.2018/A/0001 **Secrétariat**  
**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 31.05.2018 - Approbation**

Le procès-verbal de cette séance est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
22 votants : 22 votes positifs.

---

**Secretariaat**  
**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 31.05.2018 - Goedkeuring**

Het proces-verbaal van deze zitting wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
22 stemmers : 22 positieve stemmen.

*Valérie Schneider entre en séance / treedt in zitting.*

---

29.06.2018/A/0002 **Secrétariat**  
**Interpellation des habitants - décision de fermeture de l'école Collin**

Mesdames, Messieurs,

Faisant suite à l'annonce de l'Echevin en charge de l'Enseignement, le 1<sup>er</sup> juin 2018

dernier, de la fermeture de l'antenne Collin en raison d'un audit de sécurité mené dans le bâtiment, nous, les parents des enfants scolarisés à l'école Collin, souhaitons interpeller le Collège communal à ce sujet.

En effet, vous n'êtes pas sans savoir que cette école de taille modeste, située dans un écrin de verdure, offre une pédagogie plus souple non seulement grâce à son infrastructure mais aussi grâce à l'équipe pédagogique particulièrement à l'écoute des enfants. Nous avons fait le choix de cette école pour nos enfants pour ces raisons précises. Or à l'heure actuelle, la commune d'Auderghem s'apprête à priver des familles auderghemoises de cette diversité pédagogique et de cet environnement particulièrement précieux. Cette décision est à notre sens une terrible erreur pour Auderghem et les familles qui y vivent.

Par ailleurs, la communication autour de la décision de fermer cette école est, selon nous, pour le moins nébuleuse et extrêmement tardive. Nous, parents concernés, nous sentons à présent piégés et peu considérés par les instances communales, sur un sujet crucial, à savoir l'éducation et l'avenir de nos enfants.

C'est pourquoi, nous aimerions que des réponses nous soient apportées aujourd'hui, en toute transparence, sur les points suivants :

- Est-il possible que la commune suspende la décision quant à la fermeture définitive de l'école Collin ?
- Dans l'optique de trouver une solution de transition, réellement soucieuse du souhait des familles, est-il possible de mettre en place une concertation entre les parents concernés et le pouvoir communal ?
- La fermeture de l'école, dès la fin des années de maternelles des enfants déjà scolarisés et moyennant la réalisation des travaux de sécurité urgents, serait par exemple, pour nous une solution raisonnable. La commune serait-elle prête à envisager cela ? Cela ne gênerait en outre aucunement la mise en œuvre d'un projet futur au même emplacement, au vu des délais d'études, d'élaboration du projet et d'obtention des permis nécessaires préalables à la construction pure.
- Jusqu'à présent, l'accès à l'audit nous a été systématiquement refusé. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi ? Nous souhaiterions par ailleurs avoir à présent accès à cet audit de sécurité et réclamons une contre-expertise de la sécurité incendie du bâtiment, comme cela se fait habituellement dans le cas d'une décision aussi importante.

Nous vous remercions déjà pour les réponses qui pourront nous être apportées.

**• Réponse du Collège par Monsieur Christian Coppens, Echevin**

Madame, Monsieur,

En préambule, nous voudrions attirer votre attention sur le fait que nous fermons pour quelques temps une antenne de l'école du Blankedelle et qu'il n'y a aucune différence de pédagogie entre les bâtiments principaux et cette antenne. Les enfants pourront continuer leur scolarité dans les mêmes conditions, avec le même encadrement et le même dévouement de nos équipes pédagogiques. Ils ne devraient pas y être dépayés vu que durant toute l'année scolaire, ils s'y rendent déjà deux fois par semaine afin d'assurer une transition harmonieuse vers les primaires.

Sachez également que nous envisageons de maintenir ce site annexé à l'école du Blankedelle pour y développer des projets encore à définir. On évoque une zone et une classe « nature », un poulailler, un potager,... une extension du projet de l'école avec une mare, un hôtel à insectes,... peut-être aussi y reconstruire deux ou trois

classes mais ce ne sont là que quelques débuts de pistes à creuser pour l'avenir. L'équipe pédagogique, en concertation avec l'association des parents nous fera des propositions à brève échéance. De toutes façons il faudra démolir, budgéter, reconstruire... ce qui prendra facilement deux ou trois ans

Pour répondre plus précisément à vos questions :

- Nous n'envisageons pas de suspendre notre décision ; celle-ci a été prise de façon responsable pour assurer une parfaite sécurité des enfants sans compter les réglementations et normes à respecter pour le bien-être au travail de notre personnel (A.R. du 28 avril 2007).
- Une explication sur le manque de concertation a déjà été donnée lors de la réunion à l'école le vendredi 1<sup>er</sup> juin. Nous pouvons, bien entendu, nous concerter et envisager ensemble des solutions pour l'avenir de ce site selon des projets déjà en élaboration avec l'équipe pédagogique mais le danger que représentent certains points ne laisse aucune place aux discussions. Lorsque vous lisez ne fut-ce que la conclusion du rapport vous êtes obligé de prendre une décision ferme et rapide sans tergiverser. La sécurité prime sur toute autre considération.
- Il faut savoir que lorsque vous commencez des travaux de rénovation/transformation sur un immeuble de cet âge vous devez, obligatoirement, vous conformer aux dispositions légales les plus récentes pour l'ensemble des bâtiments (A.R. du 7 juillet 1994 et modifications). On ne peut se contenter de changer le système de chauffage, de construire un abri pour le compteur du gaz à l'extérieur ou de changer les portes et sorties de secours si le reste des locaux et accès n'est pas mis aux normes actuelles en même temps. L'ampleur de tels travaux sur ce qui était un local de chantier il y a plus de soixante ans n'est pas raisonnable et ne pourrait se réaliser en quelques mois. Le rapport nous le rappelle clairement dans ses conclusions : *« Vu les travaux et adaptations à réaliser, il serait judicieux de chiffrer cette remise aux normes afin de voir s'il ne serait pas plus intéressant, vu l'âge, la structure et le type de bâtiment d'abattre l'installation existante et de la reconstruire conformément aux normes de sécurité incendie et bien être au travail. »*
- Nous n'avons pas tenu à diffuser ce rapport dans la mesure où ce n'est pas encore un document définitif et qu'il fait partie d'une demande d'analyse générale pour l'ensemble de nos bâtiments communaux qui est toujours en cours. Il a néanmoins été remis aux personnes présentes lors de la réunion d'information de ce mardi 26 juin et peut toujours être obtenu sur simple demande.
- Vu la destination d'origine et l'âge du bâtiment, les normes de sécurité de l'époque, les matériaux de construction (principalement le bois),... ce rapport semble tellement évident qu'il n'appelle aucune contre-expertise. Ce ne serait là qu'un prétexte risqué pour reporter une décision inévitable.
- Nos propres services techniques et de prévention et protection au travail confirment d'ailleurs que la plupart des problèmes organisationnels sont insolubles au vu du manque de place et que les problèmes structurels ne semblent pas pouvoir trouver de solution vu la disposition des lieux et la nature même du site.

Nous espérons avoir apporté une réponse satisfaisante à vos interrogations.

## **Secretariaat**

### **Interpellatie van de inwoners - beslissing tot de sluiting van de school 'Collin'**

Geachte dames, geachte heren,

In aansluiting op de aankondiging die de schepen van Onderwijs op 1 juni 2018 heeft gedaan over de sluiting van de antenne 'Collin' als gevolg van een veiligheidsaudit die in het gebouw werd uitgevoerd, willen wij, de ouders van de kinderen die daar naar school gaan, het gemeentecollege hierover om opheldering vragen.

Net als wij weet ook u dat deze school van bescheiden omvang, gelegen in een groene omgeving, een soepelere pedagogie aanbiedt zowel dankzij haar infrastructuur als het pedagogische team dat aandachtig luistert naar de noden en wensen van de kinderen. Wij hebben deze school precies omwille van de bovenstaande redenen voor onze kinderen gekozen. De gemeente Oudergem staat momenteel echter op het punt om enkele Oudergemse gezinnen deze pedagogische diversiteit en erg kostbare omgeving te ontnemen. Wij vinden dat deze beslissing zowel voor Oudergem als de gezinnen die er wonen een grote vergissing is.

Daarnaast werd de communicatie over de beslissing van de sluiting van deze school volgens ons erg laat gedaan en is ze op zijn zachts gezegd vaag. Wij, betrokken ouders, voelen ons belazerd en vinden dat de gemeentelijke instanties ons nauwelijks betrekken bij een zo cruciaal onderwerp, namelijk de educatie en de toekomst van onze kinderen. Daarom willen wij vandaag, in alle openheid, duidelijke antwoorden krijgen op de volgende vragen:

- Is het mogelijk dat de gemeente de beslissing over de definitieve sluiting van de school 'Collin' opschort?
- Is het, met het oog op het vinden van een overgangsopties, wat echt de wens van de gezinnen is, mogelijk om een overleg tussen de betrokken ouders en het gemeentebestuur te organiseren?
- De sluiting van de school, zodra de kinderen die er al naar school gaan hun kleuterschool hebben beëindigd en voor zover de nodige dringende veiligheidswerken worden uitgevoerd, zou voor ons bijvoorbeeld een redelijke oplossing zijn. Zou de gemeente bereid zijn om dit te overwegen? Bovendien zou dit de uitvoering van een toekomstig project op dezelfde locatie in geen geval in de weg staan, gezien de termijnen voor de studies, de uitwerking van het project en het verkrijgen van de nodige vergunningen vóór de eigenlijke bouwwerken.
- Tot dusver werd de toegang tot de audit ons systematisch geweigerd. Zou u ons kunnen uitleggen waarom? Wij zouden bovendien toegang willen krijgen tot deze veiligheidsaudit en eisen een tegenexpertise van de brandveiligheid van het gebouw, zoals dat doorgaans wordt gedaan in het geval van een zo belangrijke beslissing.

Wij willen u alvast bedankt voor de antwoorden die ons kunnen worden gegeven.

#### **• Antwoord van het college door de heer Christian Coppens, schepen**

Geachte mevrouw, geachte heer,

Allereerst willen wij uw aandacht vestigen op het feit dat wij voor enige tijd een antenne van de school 'Blankedelle' sluiten en er geen andere pedagogische aanpak

wordt gehanteerd in de hoofdgebouwen en deze antenne. De kinderen zullen hun schooljaren kunnen voortzetten in dezelfde omstandigheden, met dezelfde omkadering en dezelfde inzet van onze pedagogische teams. Ze zullen zich daar snel thuis voelen, want in de loop van het schooljaar gaan ze daar nu al twee keer per week naartoe om de overgang naar de basisschool te vergemakkelijken.

Wij overwegen trouwens om dit bijgebouw van de school 'Blankedelle' te behouden om er nog nader te bepalen projecten te ontwikkelen. Zo wordt er gedacht aan ruimte voor een 'natuurklas' met een kippenhok, een moestuin, een uitbreiding van het schoolproject met een waterpartij, een insectenhotel, ... of misschien wel de heropbouw van twee of drie klassen. Het zijn maar enkele denkpluizen die in de toekomst verder kunnen worden uitgewerkt. In overleg met de oudervereniging zal het pedagogische team ons binnenkort enkele voorstellen doen. In elk geval zullen er afbraakwerken moeten worden uitgevoerd, zal er een budget moeten worden opgesteld, zullen er nieuwe constructies moeten worden gebouwd, .... wat gemakkelijk twee of drie jaar kan duren.

Hieronder geven wij een duidelijker antwoord op uw vragen:

- We zijn niet van plan om onze beslissing op te schorten. Ze werd op een verantwoorde manier genomen om een perfecte veiligheid van de kinderen te garanderen. En dan hebben we het nog niet over de regels en de normen die moeten worden nageleefd met het oog op het welzijn op het werk van ons personeel (het koninklijk besluit van 28 april 2007).
- Tijdens de vergadering die op vrijdag 1 juni in de school plaatsvond, werd al uitleg gegeven over het gebrekkige overleg. Wij zouden uiteraard samen rond de tafel kunnen gaan zitten om te bekijken welke oplossingen mogelijk zijn voor de toekomst van deze site in functie van de projecten die al zijn uitgewerkt met het pedagogische team. Het risico dat sommige punten vertegenwoordigen, laat echter geen ruimte voor discussie. Wanneer u enkel al de conclusie van het rapport leest, zult u inzien dat wij genoodzaakt zijn om onmiddellijk een definitieve en snelle beslissing te nemen. Veiligheid primeert immers boven alles.
- U moet weten dat wanneer u begint te renoveren en te verbouwen aan een gebouw van deze ouderdom, u zich noodzakelijkerwijs dient te houden aan de meest recente wettelijke bepalingen voor alle gebouwen (koninklijk besluit van 7 juli 1994 en wijzigingen). Het volstaat niet om enkel het verwarmingssysteem te veranderen, een kast voor de gasmeter buiten te bouwen of de deuren en de nooduitgangen aan te passen als de rest van de lokalen en toegangen niet aan de huidige normen voldoet. De omvang van dergelijke werkzaamheden in wat meer dan zestig jaar geleden een werflokaal was, is niet redelijk en zou niet in enkele maanden kunnen worden gerealiseerd. De conclusies van het rapport zijn hierover erg duidelijk: *"Gezien de werken en de aanpassingen die zich opdringen, lijkt het een goed idee om te laten uitrekenen hoeveel het zou kosten om de huidige normen te halen. Zo kunnen we bekijken of - rekening houdend met de leeftijd, de structuur en het type constructie - het niet interessanter is om de bestaande structuur te slopen en iets nieuws te bouwen, dat voldoet aan de normen qua brandveiligheid en welzijn op het werk."*
- We wilden dit rapport niet vrijgeven omdat het nog geen definitief document is en het deel uitmaakt van een algemene analyseaanvraag voor al onze gemeentelijke gebouwen die nog aan de gang is. Het werd echter al overhandigd aan de personen die aanwezig waren tijdens de informatievergadering op dinsdag 26 juni en kan op eenvoudig verzoek steeds worden verkregen.

- Gelet op de oorspronkelijke bestemming en de ouderdom van het gebouw, de veiligheidsnormen uit die tijd, de bouwmaterialen (voornamelijk hout), ... lijkt dit rapport zo voor de hand te liggen dat het geen tegenexpertise vereist. Dit zou slechts een gewaagd voorwendsel zijn om een onvermijdelijke beslissing uit te stellen.
- Onze eigen technische diensten en onze diensten voor preventie en bescherming op het werk bevestigen ook dat de meeste organisatorische problemen onoplosbaar zijn door het gebrek aan plaats en het erop lijkt dat er voor de structurele problemen geen oplossing kan worden gevonden door de indeling van het gebouw en de aard van de site zelf.

Wij hopen hiermee een afdoend antwoord op uw vragen te hebben gegeven.

De Raad neemt akte.

---

29.06.2018/A/0003 **Secrétariat**

**Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

Référence	Service	Objet	Estimation Dépense/Recette (EUR)	Articles Budgétaires
#002/29.05.2018/B/0016#	Espace Public	Achat d'un cric oléopneumatique pour le garage - Marché de fournitures de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	2092,09	138/744.51
#002/29.05.2018/B/0017#	Espace Public	Achat de logos pour les vêtements de travail divers pour le service de la voirie-marché de fourniture de faible montant par facture acceptée- approbation de la dépense- désignation de l'adjudicataire.	804,65	100/744.98
#002/29.05.2018/B/0021#	Espace Public	Achat de vêtements de travail pour le personnel du cimetière- Marché de fourniture de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	890,9	100/744.98

#002/29.05.2018/B/0024#	Espace Public	Acquisition de mobilier urbain – Procédure négociée sans publication préalable - marché de faible montant – Marché à lots – Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter	65.000 € tvac	425/741.52
#002/29.05.2018/B/0029#	Espace Public	Remplacement d'un frigo à la crèche des Mômes + Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire	169€ tvac	100/74498
#002/05.06.2018/B/0038#	Espace Public	Acquisition d'Isoloirs - Marché de Fourniture de Faible Montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	30000	104/744.98
#002/05.06.2018/B/0040#	Espace Public	Entretien, dépannage et réparation des ascenseurs - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	+/35.000€ tvac/an	***125/06
#002/05.06.2018/B/0110#	Economat	Fourniture de 21 ventilateurs sur pied pour les écoles – Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	1000	722/74498
#002/12.06.2018/B/0019#	Espace Public	Achat de 12 stores pour bâtiment de la prévention 1326 chaussée de Wavre - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire.	3087,75	100/744.98
#002/12.06.2018/B/0027#	Espace Public	Remplacement du revêtement de sol de deux locaux de la Maison Communale d'Auderghem - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	0	100/72460
#002/12.06.2018/B/0028#	Espace Public	Remplacement du véhicule n°24 - Marché de Fourniture de Faible Montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter	35000	136/743.52
#002/12.06.2018/B/0082#	Economat	Fourniture d'une relieuse thermique pour le service imprimerie – Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.	800	100/74498

PREND ACTE :

- de la passation des marchés par procédure négociée sans publicité susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

### Secretariaat

### Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

Referentie	Dienst	Onderwerp	Aanwending uitgave / ontvangst (EUR)	Begrotings- artikelen
#002/29.05.2018/B/0016#	Publieke Ruimte	Aankoop van een luchthydraulische krik voor de garage - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder	2092,09	138/744.51
#002/29.05.2018/B/0017#	Publieke Ruimte	Aankoop van logos voor werkkledij voor de dienst wegenis- overheidsopdracht voor leveringen met een beperkte waarde op aangenomen factuur- goedkeuring van de uitgave-aanduiding van de aanbesteder.	804,65	100/744.98
#002/29.05.2018/B/0021#	Publieke Ruimte	Aankoop van werkkledij voor het personeel van de begraafplaats- Overheidsopdracht voor leveringen met een beperkte waarde op aangenomen factuur- Goedkeuring van de uitgave-Aanduiding van de aanbesteder	890,9	100/744.98



#002/29.05.2018/B/0024#	Publieke Ruimte	Aankoop van stadsmeubilair - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Opdracht onderverdeeld in percelen - Vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's	65.000 € tvac	425/741.52
#002/29.05.2018/B/0029#	Publieke Ruimte	Vervanging van een koelkast op de kribbe les Mômes" - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer	169€ tvac	100/74498
#002/05.06.2018/B/0038#	Publieke Ruimte	Aankoop van stemhokken voor de verkiezingen - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de firma's	30000	104/744.98
#002/05.06.2018/B/0040#	Publieke Ruimte	Onderhoud, depannage en herstelling van liften - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	+/35.000€ tvac/an	***125/06
#002/05.06.2018/B/0110#	Aankoopdienst	Levering van 21 ventilatoren op voet voor de scholen - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	1000	722/74498
#002/12.06.2018/B/0019#	Publieke Ruimte	Aankoop van 12 stores 1326 steenweg op Wavre preventie - Goedkeuring van de uitgave-aanduiding van de aanbesteder.	3087,75	100/744.98

#002/12.06.2018/B/0027#	Publieke Ruimte	Vervanging van vloeren van verschillende lokalen van de Gemeentebestuur van Oudergem - Onderhoud, depannage en herstelling van liften - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	0	100/72460
#002/12.06.2018/B/0028#	Publieke Ruimte	Vervanging van het voertuig n°24 - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's	35000	136/743.52
#002/12.06.2018/B/0082#	Aankoopdienst	Levering van 1 thermische inbindmachine voor de dienst drukkerij - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.	800	100/74498

**NEEM AKTE:**

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en op aangenomen factuur;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

29.06.2018/A/0004 **Secrétariat**

**Communications : Liste des arrêtés adoptés par le Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

**LE CONSEIL**

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168548
2. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 166807
3. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 164418
4. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 159733

5. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 167579
6. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 159175
7. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 163720
8. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 150101
9. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 169319
10. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168230
11. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168725
12. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 169312
13. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 169669
14. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168955
15. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 169203
16. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 162930
17. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/11
18. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/12
19. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/13
20. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/14
21. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 171105
22. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1171033
23. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 142867
24. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 170724
25. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168858
26. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 169877
27. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 122855
28. Autorisation du gestionnaire de voirie : B1 168955
29. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/15
30. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/16
31. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/17
32. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/18
33. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/19
34. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/20
35. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/21
36. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/22
37. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/23
38. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/24
39. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/25
40. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/26
41. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/27
42. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/28
43. Autorisation du gestionnaire de voirie : RL/2018/29

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

---

**Secretariaat**

**Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135  
NGW**

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Vergunning van de beheerder : B1 168548
2. Vergunning van de beheerder : B1 166807
3. Vergunning van de beheerder : B1 164418
4. Vergunning van de beheerder : B1 159733
5. Vergunning van de beheerder : B1 167579
6. Vergunning van de beheerder : B1 159175
7. Vergunning van de beheerder : B1 163720
8. Vergunning van de beheerder : B1 150101
9. Vergunning van de beheerder : B1 169319
10. Vergunning van de beheerder : B1 168230
11. Vergunning van de beheerder : B1 168725
12. Vergunning van de beheerder : B1 169312
13. Vergunning van de beheerder : B1 169669
14. Vergunning van de beheerder : B1 168955
15. Vergunning van de beheerder : B1 169203
16. Vergunning van de beheerder : B1 162930
17. Vergunning van de beheerder : RL/2018/11
18. Vergunning van de beheerder : RL/2018/12
19. Vergunning van de beheerder : RL/2018/13
20. Vergunning van de beheerder : RL/2018/14
21. Vergunning van de beheerder : B1 171105
22. Vergunning van de beheerder : B1171033
23. Vergunning van de beheerder : B1 142867
24. Vergunning van de beheerder : B1 170724
25. Vergunning van de beheerder : B1 168858
26. Vergunning van de beheerder : B1 169877
27. Vergunning van de beheerder : B1 122855
28. Vergunning van de beheerder : B1 168955
29. Vergunning van de beheerder : RL/2018/15
30. Vergunning van de beheerder : RL/2018/16
31. Vergunning van de beheerder : RL/2018/17
32. Vergunning van de beheerder : RL/2018/18
33. Vergunning van de beheerder : RL/2018/19
34. Vergunning van de beheerder : RL/2018/20
35. Vergunning van de beheerder : RL/2018/21
36. Vergunning van de beheerder : RL/2018/22
37. Vergunning van de beheerder : RL/2018/23
38. Vergunning van de beheerder : RL/2018/24
39. Vergunning van de beheerder : RL/2018/25
40. Vergunning van de beheerder : RL/2018/26
41. Vergunning van de beheerder : RL/2018/27
42. Vergunning van de beheerder : RL/2018/28
43. Vergunning van de beheerder : RL/2018/29

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

---

29.06.2018/A/0005 **Secrétariat**

**Rapport annuel du représentant de la commune au conseil d'administration de SIBELGA-INTERFIN.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, article 96bis

Prend acte

du rapport annuel du représentant de la commune au conseil d'administration de SIBELGA-INTERFIN.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

**Secretariaat**

**Jaarlijks verslag van de vertegenwoordiger van de gemeente in de raad van bestuur van SIBELGA-INTERFIN.**

DE RAAD :

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikel 96bis ;

Neem akte van de jaarlijkse verslag van de vertegenwoordiger van de gemeente in de raad van bestuur van SIBELGA-INTERFIN.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0006 **Secrétariat**

**VIVAQUA - élection d'un administrateur**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 22 décembre 1986 relatives aux intercommunales ;

Vu les statuts sociaux de l'intercommunale VIVAQUA;

Vu la démission de Madame Eloïse Defosset de son mandat d'administrateur ;

Le Président du Conseil déclare que le Conseil va procéder parmi ses membres à l'élection d'un administrateur ;

L'élection a lieu au scrutin secret, et à la majorité absolue.

Des actes de candidatures ont été reçus au nom de :

- Madame Elise WILLAME, née le 29.10.1982, domiciliée Place Edouard Pinoy,

15/2

- Monsieur Jean-Claude VITOUX, né le 28.12.1954, domicilié avenue Jean Colin, 33 Monsieur le Président déclare le scrutin ouvert.

Il est procédé au scrutin secret qui donne le résultat suivant :

- Elise Willame - 4 voix
- Jean-Claude Vitoux - 19 voix

Monsieur Jean-Claude Vitoux est par conséquent désigné comme administrateur au sein de VIVAQUA

La présente délibération sera transmise, d'une part sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale, et d'autre part in extenso à la société intercommunale et aux intéressés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

---

### **Secretariaat**

#### **VIVAQUA - verkiezing van een bestuurder**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales

Gelet op de maatschappelijke statuten van VIVAQUA;

Gelet op de ontslag van Mevrouw Eloïse Defosset

De Voorzitter van de Raad verklaart dat de Raad, binnen zijn leden een bestuurder zal verkiezen.

De verkiezing is geheim en een absolute meerderheid is vereist.

Voordrachtakten werden ontvangen op naam van :

- Mevrouw Elise WILLAME, geboren op 29.10.1982 en wonende Edouard Pinoyplein 15/2
- De Heer Jean-CLAUDE VITOUX, geboren op 28.12.1954 en wonende Jean Colinlaan 33

De Heer Voorzitter verklaart de stemming open.

Er wordt overgegaan tot de geheime stemming die het volgen resultaat oplevert :

- Elise Willame - 4 stemmen
- Jean-Claude Vitoux - 19 stemmen

De Heer Jean-Claude Vitoux, Gemeenteraadslid wordt bijgevolg aangewezen als bestuurder bij de intercommunale VIVAQUA

Deze beraadslaging zal, enerzijds in de vorm van een bondige uiteenzetting, overgemaakt worden aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en anderzijds in extenso aan de intercommunale maatschappij en aan de betrokkenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0007 **Urbanisme**

**Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement de l'agent préposé**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009.

Le renouvellement pour les 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016 et 29/06/2017.

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/01/2018 au 31/12/2018 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

De marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme.

De charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

**Stedenbouw**

**Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aigestelde beambte**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden.

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de

medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009.

De hernieuwing voor 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016 en 2017 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016 en 29/06/2017.

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/01/2018 tot en met 31/12/2018 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

**BESLIST :**

Om zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden.

Om de Gemeentesecretaris en de Burgemeester met de uitvoering van dit besluit te lasten.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en het Brusselse Instituut voor het Milieu.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0008 **Urbanisme**

**PAD Herrmann-Debroux - Avis sur l'arrêté ministériel, le périmètre, le diagnostic, les enjeux et objectifs**

Le Conseil,

Attendu que Perspective.Brussels a, pour compte de la Région de Bruxelles-Capitale, élaboré en 2016 un Diagnostic du territoire s'étendant le long de l'axe E411 entre la limite régionale et Delta;

Attendu que cette démarche anticipait l'entrée en vigueur des modifications du Cobat initiée par le Gouvernement régional et prévoyant un nouvel outil de planification urbanistique, le Plan d'Aménagement Directeur (PAD);

Attendu que la modification annoncée du Cobat est entrée en vigueur le 30 avril 2018 (voir article 30 du Cobat) ;

Attendu que le Diagnostic a été alimenté en 2016 par diverses recherches et 3 ateliers auxquels des acteurs locaux ont été associés;

Attendu que ce Diagnostic a débouché sur la production d'une Etude de définition en mai 2017;

Attendu qu'un résumé de cette étude et diverses informations subséquentes sont accessibles sur le site internet <http://perspective.brussels/fr/projets/poles-strategiques/delta-herrmann-debroux> ;

Attendu qu'un groupement de bureaux d'études a été désigné début 2017 par Perspective pour mener les études du PAD ;

Attendu que ce PAD a été dénommé PAD Delta - Herrmann-Debroux (PAD HD) ;



Considérant l'avis émis le 9 mars 2017 par le Conseil communal à propos du projet de Plan Régional de Développement Durable (PRDD) ;

Attendu que l'arrêté du 3 mai 2018 (en annexe) organise le processus d'information et de participation du public pour les PAD ;

Attendu que, par arrêté ministériel du 8 mai 2018 ( en annexe), le Ministre-Président initie formellement la réalisation du PAD HD et en définit quelques enjeux et le projet de périmètre;

Attendu que Perspective a publié en mai 2018 une plaquette portant le titre « Périmètre, Diagnostic, Enjeux et objectifs du projet de Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Delta-Herrmann-Debroux (en annexe) ;

Attendu que des commentaires et remarques peuvent être émis par le public durant la phase de consultation de 30 jours qui débute après les réunions d'information organisées par Perspective les 4, et 5 et 20 juin 2018;

Attendu que le procès-verbal de la réunion du 20 juin n'a pas encore été communiqué par Perspective;

Attendu que les citoyens présents à ces réunions ont émis un certain nombre de questions portant notamment sur les éventuelles conséquences négatives du projet notamment en terme de position du futur boulevard urbain, de mobilité, de stationnement, de réalisation de P+R, de desserte en transports publics, d'adéquation des projets immobiliers des sites inclus dans le périmètre du PAD, de chantier, de planification et de nécessité d'un dialogue interrégional;

Attendu que l'arrêté du 3 mai 2018 susvisé ne prévoit pas de recueillir formellement l'avis de la commune ;

Attendu que, néanmoins, la commune devrait émettre son avis ;

Attendu que le périmètre envisagé pour le PAD inclus les biens immeubles situés chaussée de Wavre entre l'avenue Van der Goes et l'avenue François Elie Van Elderen, ainsi que les immeubles 1 à 6 situés au début de cette avenue ;

Considérant que ces immeubles font partie d'îlots qu'il n'y a aucune raison de perturber par des développements immobiliers nouveaux de nature à impacter négativement les quartiers voisins ;

Considérant que ce front bâti appartient actuellement à un grand nombre de propriétaires divers qui seraient soumis à une pression spéculative de tels développements étaient envisagés ;

Attendu qu'aucun considérant de l'arrêté ministériel du 8 mai 2018 ne vise cette partie du territoire ;

Considérant que nonobstant la croissance démographique évoquée dans cet arrêté ministériel, il n'y a lieu d'envisager sur le territoire communal que des développements en rapport avec les caractéristiques des quartiers dans lesquels ils s'inséreraient ;

DECIDE

- d'appuyer la démarche consistant à réaliser un Plan d'Aménagement Directeur (PAD) Delta-Herrmann-Debroux poursuivant les objectifs annoncés dans les documents actuellement à l'enquête publique en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 3 mai 2018 qui organise le processus d'information et de participation du public pour les PAD;
- de demander néanmoins que le périmètre envisagé pour le PAD soit modifié pour en exclure les biens immeubles situés chaussée de Wavre entre l'avenue Van der Goes et l'avenue François Elie Van Elderen, ainsi que les immeubles 1 à 6 situés au début de cette avenue ;
- de rappeler l'avis émis le 9 mars 2017 par le Conseil communal à propos du projet de Plan Régional de Développement Durable (PRDD) ;

- de demander que le périmètre du rapport sur les incidences environnementales (RIE) soit nettement plus large que le périmètre de l'étude du PAD afin de traiter toutes les questions et craintes exprimées pendant l'enquête publique en cours;
- de demander, en particulier, que soit analysé de manière approfondie l'implantation du futur boulevard urbain situé au sud de l'axe dans les orientations annoncées pour le projet;
- de communiquer la présente délibération à Perspective et au Ministre-Président.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

## **Stedenbouw**

### **RPA Herrmann-Debroux - Advies over het ministerieel besluit, de perimeter, de diagnose, uitdagingen en doelstellingen**

De Raad,

Overwegende dat Perspective.Brussels in opdracht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2016 een Diagnose heeft opgesteld van het gebied dat zich uitstrekt aan weerszijden van de E411-snelweg, van de gewestgrens tot de Deltasite;

Overwegende dat met deze aanpak werd geanticipeerd op de inwerkingtreding van de wijzigingen van het BWRO die door de gewestregering werden doorgevoerd en die voorzien in een nieuw stadsplanningsinstrument, het richtplan van aanleg (RPA);

Overwegende dat de aangekondigde wijziging van het BWRO op 30 april 2018 in werking is getreden (zie artikel 30 van het BWRO);

Overwegende dat de input voor de Diagnose in 2016 werd aangeleverd door diverse onderzoeken en 3 workshops waarbij lokale actoren betrokken waren;

Overwegende dat deze Diagnose in mei 2017 uitmondde in een Definitiestudie;

Overwegende dat een samenvatting van deze studie en diverse daaropvolgende gegevens beschikbaar zijn op de website <http://perspective.brussels/nl/stadsprojecten/strategische-polen/delta-herrmann-debroux>;

Overwegende dat begin 2017 een groep studie bureaus door Perspective werd aangesteld om de studies van het RPA uit te voeren;

Overwegende dat dit RPA de naam RPA Delta-Herrmann-Debroux (RPA HD) kreeg;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van 9 maart 2017 over het ontwerp van het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO);

Overwegende dat het besluit van 3 mei 2018 (in bijlage) het informatie- en participatieproces voor het publiek met betrekking tot de RPA's organiseert;

Overwegende dat de minister-president bij ministerieel besluit van 8 mei 2018 (in bijlage) de uitvoering van het RPA HD formeel inleidt en enkele uitdagingen en de ontwerpperimeter ervan vastlegt;

Overwegende dat Perspective in mei 2018 een brochure heeft gepubliceerd met als titel "Perimeter, Diagnose, Uitdagingen en Doelstellingen van het ontwerp van Richtplan van aanleg (RPA) Delta-Herrmann-Debroux" (in bijlage);

Overwegende dat het publiek zijn commentaren en opmerkingen kan meedelen tijdens de raadplegingsfase van 30 dagen die aanvangt na de informatievergaderingen die door Perspective op 4, 5 en 20 juni 2018 worden georganiseerd;

Overwegende dat de notulen van de vergadering van 20 juni nog niet naar Perspective zijn gepubliceerd;

Overwegende dat de burgers die op deze bijeenkomsten aanwezig waren, een aantal vragen hebben gesteld die met name betrekking hadden op de mogelijke negatieve

gevolgen van het project, met name voor de ligging van de toekomstige stadsboulevard, de mobiliteit, het parkeren, de aanleg van P+R, het openbaar vervoer, de geschiktheid van de vastgoedprojecten van de locaties die deel uitmaken van het PAD, de bouwplaats, de planning en de noodzaak van een interregionale dialoog

Overwegende dat het voormelde besluit van 3 mei 2018 niet voorziet in het formeel inwinnen van het advies van de gemeente;

Overwegende dat de gemeente niettemin advies zal uitbrengen;

Overwegende dat de in het RPA beoogde perimeter de onroerende goederen gelegen in de Waversesteenweg tussen de Van der Goeslaan en de François Elie Van Elderenlaan omvat, alsook de gebouwen 1 tot 6 gelegen aan het begin van deze laan;

Overwegende dat deze gebouwen deel uitmaken van huizenblokken waarvoor er geen reden is om die te verstoren met nieuwe vastgoedontwikkelingen die een negatieve impact zouden kunnen hebben op de omliggende wijken;

Overwegende dat dit bouwfront momenteel eigendom is van een groot aantal verschillende eigenaars die onder speculatieve druk zouden komen te staan indien dergelijke ontwikkelingen zouden worden overwogen;

Overwegende dat geen enkele considerans in het ministerieel besluit van 8 mei 2018 naar dit deel van het grondgebied verwijst;

Overwegende dat er ondanks de demografische groei waarvan in dit ministerieel besluit sprake is, reden is om enkel ontwikkelingen op het gemeentelijke grondgebied te overwegen die aansluiten bij de kenmerken van de wijken waarin ze zouden worden ingepast;

**BESLIST DE RAAD**

- de aanpak te ondersteunen die erin bestaat een richtplan van aanleg (RPA) Delta-Herrmann-Debroux te realiseren dat de doelstellingen nastreeft die werden aangekondigd in de documenten waarvoor momenteel een openbaar onderzoek loopt op grond van artikel 3 van het besluit van 3 mei 2018 dat het informatie- en participatieproces voor het publiek met betrekking tot de RPA's organiseert;
- niettemin te vragen dat de in het RPA beoogde perimeter wordt gewijzigd teneinde de onroerende goederen gelegen in de Waversesteenweg tussen de Van der Goeslaan en de François Elie Van Elderenlaan, alsook de gebouwen 1 tot 6 gelegen aan het begin van deze laan, uit te sluiten;
- het advies van de gemeenteraad van 9 maart 2017 over het ontwerp van het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO) in herinnering te brengen;
- Verzoek om het toepassingsgebied van het milieueffectrapport (MER) aanzienlijk te verruimen ten opzichte van het toepassingsgebied van de PSA-studie om alle kwesties en zorgen aan te pakken die tijdens het huidige openbare onderzoek naar voren zijn gebracht;
- met name te verzoeken om een grondige analyse van de locatie van de toekomstige stadsboulevard ten zuiden van de as in de voor het project aangekondigde oriëntaties;
- deze beraadslaging mee te delen aan Perspective en aan de minister-president.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

**Restauration de l'orgue de tribune de l'Eglise Sainte-Anne - marché de travaux par procédure négociée**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1, tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrément des entrepreneurs ;

Vu que les travaux de restauration de l'orgue de tribune de l'église Sainte-Anne située Chaussée de Tervuren 91, 1160 Auderghem sont nécessaires car l'orgue, classé comme monument par arrêté gouvernemental en date du 22/12/2005, est en mauvais état et que les travaux sont nécessaires à la bonne conservation de ce bien classé ;

Vu que l'art. 300, 5° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) précise que le fait de ne pas maintenir en bon état un bien relevant du patrimoine immobilier classé constitue une infraction ;

Vu le permis unique, délivré en date du 21/12/2016 par le Fonctionnaire délégué, autorisant les travaux de restauration de l'orgue ;

Vu le cahier spécial des charges n°46/2018 destiné à régir cette entreprise ;

Vu qu'il n'est pas possible d'allotir le marché étant donné :

- qu'il s'agit d'un orgue de tribune par essence indivisible en lots,
- que l'orgue doit impérativement être restauré dans son entièreté en atelier avant d'être remonté sur place,
- que la tribune ne peut être remise en état que pendant la restauration de l'orgue, à savoir après son démontage et avant sa remise en place ;

Vu que le montant total du marché est estimé à 330.791,01 € TVAC ;

Vu que ces travaux seront subsidiés à 80% par la région de Bruxelles-Capitale ;

Attendu que ce montant est estimatif et devra être revu après désignation d'un facteur d'orgues ;

Vu qu'un montant de 370.000,00 € a été prévu à l'article 790/74551 « *maintenance extraordinaire du matériel d'équipement et d'exploitation en général* » du budget extraordinaire de 2018 ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°46/2018 ;

- de désigner Monsieur Didier SCHOTTE comme Coordinateur Sécurité Chantier du présent marché ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 330.791,01 € TVAC, financée à 80% par des subsides de la région de Bruxelles-Capitale ;
- d'imputer cette dépense à l'article 790/74551 « *maintenance extraordinaire du matériel d'équipement et d'exploitation en général* » du budget extraordinaire de 2018 ;

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

## **Stedenbouw**

### **Restauratie van de tribune-orgel van Sint-Annakerk - werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§4, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers;

Gezien de werken voor de renovatie van de tribune-orgel van de Sint-Annakerk, gelegen op de Tervuursesteenweg 91 te 1160 Oudergem, noodzakelijk zijn om de orgel, geklasseerd als een monument door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22/12/2005, in slechte staat verkeert en het noodzakelijk is dat het monument goed moet worden bewaard.

Gezien dat het artikel 300, 5° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) verduidelijkt dat het niet in goede staat houden van een tot het onroerend erfgoed behorend goed dat ingeschreven is op de bewaarijst, gepaard gaat met een inbreuk;

Gezien de vergunning, afgeleverd op datum van 21/12/2016 door de afgevaardigde ambtenaar, voor de toestemming voor de renovatiewerken van de orgel;

Gezien het bijzonder bestek n° 46/2018 bestemd voor de uitvoering van dit project;

Gezien het onmogelijk is om deze opdracht in percelen te verdelen omwille van de volgende redenen:

- de tribune-orgel kan niet worden opgedeeld in percelen,
- de orgel moet worden gerenoveerd in een atelier alvorens terug in de kerk te

worden gemonteerd,

- de tribune kan enkel worden gerenoveerd terwijl de orgel wordt gerenoveerd, namelijk na de demontage en voor de orgel terug wordt gemonteerd ;

Gezien de uitgave geschat is op 330.791,01 € incl. BTW ;

Gezien deze werken voor 80 % worden gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien dit bedrag een schatting is en zal moeten herzien na de aanduiding van de aanbesteder ;

Gezien er een bedrag van 370.000 € is voorzien op het artikel 790/745.51 “buitengewoon onderhoud van uitrustingsmateriaal en algemene uitbating” van de buitengewone begroting van 2018 ;

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

**BESLIST:**

- om de opdracht voor werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking op te stellen en de toewijzingswijze van de opdracht vast te leggen volgens het bijzonder lastenboek n°46/2018 ;
- om de Heer Didier Schotte aan te duiden als veiligheidscoördinator van de werf voor onderhavige opdracht ;
- om het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- om de uitgave, geschat op 330.791,01 € incl. BTW, 80 % gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, goed te keuren ;
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 790/745.51 “buitengewoon onderhoud van uitrustingsmateriaal en algemene uitbating” van de buitengewone begroting van 2018 ;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel exemplaar, overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0010 **Sport**

**Subside 2018 en faveur des associations sportives d'Auderghem**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu qu'un montant de 13.000 € est prévu à l'article 764/33202 du budget ordinaire de 2018 pour un subside pour les associations sportives d'Auderghem;

DECIDE:

de verser le subside de 13.000 € à la Commission Consultative des Sports.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives et sous forme de bref exposé à Monsieur le ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
24 votants : 24 votes positifs.

---

## **Sport**

### **Subsidie 2018 ten gunste van de sportverenigingen van Oudergem**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de controle van het verlenen en van het gebruiken van bepaalde subsidies;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien er een subsidie van 13.000 € voorzien is op artikel 764/33202 van de gewone begroting van 2018 ten gunste van de sportverenigingen van Oudergem;

**BESLUIT:**

de subsidie van 13.000 € te storten aan de Raadgevende sportcommissie.

Onderhavige beraadslaging zal met de bijbehorende stukken aan de Gemeenteontvanger bezorgd worden en onder beknopt verslag aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

## 29.06.2018/A/0011 **Espace Public**

### **Acquisition et utilisation de caméras fixes temporaires destinées à filmer les lieux où nous sommes confronté à des dépôts clandestins ou des problèmes de déjections canines sur le territoire de la commune d'Auderghem**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale particulièrement l'article 135§2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière ;  
Vu l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance ;

Vu l'Arrêté royal du 28 mai 2018 portant modification de l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra. ;

Vu la nécessité de combattre les incivilités relative à la propreté publique;

Vu l'avis positif du chef de corps de la zone de Police 5342 : Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem ;

Vu l'approbation de la liste des endroits où les cameras seraient installées ;

Vu que les caméras vont être déplacées à intervalles réguliers ;

Vu que la durée de validité de l'avis du Conseil communal sera d'un an ;

DECIDE :

d'approuver l'acquisition, l'installation de caméras mobiles sur l'espace public d'Auderghem

de confier la visualisation et le traitement des données à ..... afin de pouvoir surprendre les responsables de faits délictueux

d'approuver la liste des endroits où les cameras seraient installées ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

### **Publieke Ruimte**

#### **Aankoop van tijdelijke vaste camera's bestemd om op plaatsen te filmen waar we geconfronteerd worden met mensen die sluikestorten en waar we problemen ondervinden met hondenpoep op het grondgebied van de gemeente Oudergem**

DE RAAD,

Gelet de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald het artikel 135§2 ;

Gelet de wet van 24 juni 2013 betreffende gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid ;

Gelet het Koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's ;

Gelet het Koninklijk besluit van 28 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt ;

Gezien het noodzakelijk om de overlast tegen te gaan betreffende de openbare netheid ;

Gezien het positief advies van de korpschef van de Politiezone 5342 : Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem ;

Gezien de goedkeuring van de lijst van waar de camera's zouden worden geplaatst ;

Gezien de camera's zullen worden geplaatst met regelmatige tussenpozen ;

Gezien de looptijd van de geldigheid van het advies van de Gemeenteraad 1 jaar zal bedragen ;

BESLIST :

- om de aankoop en de plaatsing van verplaatsbare camera's op de openbare ruimte van Oudergem goed te keuren ;

- om de visualisatie en de verwerking van de gegevens aan ..... toe te vertrouwen om de verantwoordelijken dan deze strafbare feiten te betrappen ;

- om de lijst van waar de camera's zouden worden geplaatst goed te keuren ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.



**Dimanche sans voiture du 16 septembre 2018 - Règlement d'administration interne.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 7 février 2018 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 16 septembre 2018 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

**ARRÊTE :**

Article unique. L'accord conclu 7 février 2018 entre le bourgmestre ff. de la commune d'Auderghem et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

**Mobiliteit**

**Autoloze dag van 16 september 2018 : Reglement van inwendig bestuur.**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 7 februari 2018 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 16 september 2018 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

**BESLUIT:**

Enig artikel. Het akkoord dat op 7 februari 2018 gesloten werd tussen de dd burgemeester van de gemeente Oudergem en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0013 **Prévention**

**Convention entre le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine et la commune d'Auderghem pour la dotation annuelle de 0,25 % de son Plan Local de Prévention et de Proximité (PLPP) au FPBSU - 2018.**

LE CONSEIL,

Vu le subside "Plan Bruxellois de Prévention et de Proximité 2016-2019" dont bénéficie la commune d'Auderghem ;

Vu la création du Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine, créé en octobre 1995 dans le cadre des contrats de sécurité, à l'initiative des cinq grandes villes dotées d'un contrat de sécurité : Bruxelles, Charleroi, Gand, Anvers et Liège, ainsi qu'avec le soutien de 34 des 54 villes et communes concernées par ces mesures de prévention ;

Vu que la Région de Bruxelles-Capitale a subventionné - de 2009 à 2015 - le FBPSU pour l'engagement d'une chargée de mission en vue d'assurer la concertation et le fonctionnement de la coordination entre les acteurs bruxellois ;

Vu que, depuis 2016, le Forum doit reconsidérer son mode de financement, et fait dès lors appel aux communes membres afin de contribuer au financement de ce poste, réparti entre les 19 communes, soit un taux de 0,25 % du subside octroyé dans le cadre du PBPP, montant que la commune s'engage à verser chaque année avant le 30 juin moyennant le renouvellement de la convention annexée ;

Etant donné que ce forum a pour mission principale de réunir au moins 8 fois l'an l'ensemble des fonctionnaires de prévention, des Evalueurs internes, des coordinateurs d'éducateurs ou de gardiens de la paix afin de se concerter sur une politique de prévention et de sécurité plus intégrées entre les 19 communes de l'agglomération bruxelloise, que cet outil, ces dix dernières années est devenu indispensable au dialogue entre les acteurs principaux de ces services,

DECIDE

de prendre connaissance et marquer son accord sur la Convention entre le Forum Belge pour la Prévention et la Sécurité Urbaine et la commune d'Auderghem pour la dotation annuelle de 0,25 % de son Plan Local de Prévention et de Proximité (PLPP) au FBPSU - 2018.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

**Preventie**

**Overeenkomst tussen het Belgisch Forum voor de Preventie en Veiligheid in de Steden en de gemeente Oudergem voor de jaarlijkse dotatie van 0,25 % van haar Plaatselijk preventie en buurtplan (PPBP) aan het BFPVS - 2018.**

DE RAAD,

Gezien de toelage "Plaatselijk Preventie en Buurtplan 2016-2019" waarover de Gemeente Oudergem beschikt;

Gezien de stichting van het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden” gesticht in oktober 1995 in het kader van de veiligheidscontracten en op initiatief van de vijf grote steden die over een veiligheidscontract beschikken: Brussel, Charleroi, Gent, Antwerpen en Luik alsook met de steun van 34 van de 54 betrokken door de preventie maatregelen steden en gemeenten;

Gezien dat van 2009 tot 2015 het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het BFPVS voor de aanwerving van een met opdracht belaste persoon om de concertatie en de werking van de coördinatie tussen de Brusselse actoren te verzekeren gesubsidieerd heeft;

Gezien dat sinds 2016 het Forum haar wijze van financiering moet herzien doet ze een beroep op de gemeenten die lid zijn opdat ze aan de financiering van deze post zouden bijdragen, verspreid over de 19 gemeenten, hetzij een tarief van 0,25 % van de verleende toelage in het kader van het PPBP, de gemeente verbindt zich ertoe dit bedrag ieder jaar voor 30 juni en op voorwaarde dat de bijgevoegde overeenkomst hernieuwt wordt over te maken;

#### BESLIST

Kennis te nemen van de Overeenkomst tussen het Belgisch Forum voor Preventie en Veiligheid in de Steden en de Gemeente Oudergem alsook zijn akkoord te geven over de jaarlijkse dotatie van 0,25 % van haar Plaatselijk Preventie- en Buurtplan aan de BFPVS - 2018.

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopte omschrijving aan de heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met plaatselijke besturen overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0014 **Culture**

### **Liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2018 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2018 prévoit des dépenses à l'article 762/33202.

DECIDE

- d'approuver les comptes de bilan 2017 et/ou rapports d'activités

- d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2018, à l'article 762/33202, en faveur des associations culturelles et patriotiques suivantes pour un montant de 1.875,-€.

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00

3. A.M.L.A. Association des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem	€	450,00
4. Ensemble Polyphonia	€	550,00
5. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>€</b>	<b><u>1.875,00</u></b>

- de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution de cette décision.  
La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

---

## **Cultuur**

### **Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018 voor de culturele en vaderlandslievende verenigen**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2018 een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

**BESLUIT**

- de rekeningen en balans 2017 en/of activiteitenverslagen goed te keuren.

- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018, op artikel 762/33202, voor de volgende culturele en vaderlandslievende verenigen, bedraagt 1.875,-€.

1.A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2.Tradidanse asbl	€	350,00
3. A.M.L.A. Association des Amis de la Morale Laïque d'Auderghem	€	450,00
4.Ensemble Polyphonia	€	550,00
5.Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
6.Amnesty International	€	150,00
<b><u>TOTAL</u></b>	<b>€</b>	<b><u>1.875,00</u></b>

- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

*Christian Grétry entre en séance / treedt in zitting.*

---

29.06.2018/A/0015 **Enseignement - Formation**

**Centres scolaires communaux et plaines de jeux - Préparation et livraison des repas  
- Adhésion à l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises"**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la loi du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'action sociale chapitre XII "Des Associations ";

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, article 30 § 3 contrôle "In House",

Considérant que le marché public conclut avec la firme SODEXO se termine le 31 décembre 2018;

Considérant la motion du Conseil communal du 1er février 2018 relative à la promotion d'une alimentation saine et durable au sein de l'enseignement fondamental communal à Auderghem;

Considérant ce qui suit :

l'Association "Les cuisines bruxelloises" est une association de droit public constituée en application de la loi du 8 juillet 1976, elle est composée et contrôlée à 100% des Pouvoirs publics;

l'admission de nouveau membre est décidée à la double majorité des 2/3 des membres de l'Assemblée générale de l'Association;

la procédure d'adhésion dure entre 2 et 3 mois;

la démission d'un membre ne peut être acceptée que par une décision de l'Assemblée générale statuant à double majorité des 2/3;

l'adhésion à l'Association entraîne un apport sous forme de clientèle (élèves et parents), aucune cotisation n'est due;

l'adhésion à l'Association n'entraîne donc, pour la commune, aucune dépense, bien au contraire, l'Association propose un système d'encaissement permettant à la commune d'externaliser le recouvrement des créances, ce système permettra donc d'alléger la charge administrative du personnel communal et éviter la circulation d'argent au sein des écoles. en comparaison, les écoles sont actuellement chargées du recouvrement des créances;

l'adhésion à l'association implique la désignation d'un représentant de la commune d'Auderghem au sein de l'Assemblée générale de l'Association, il appartient au Conseil communal de nommer ce représentant conformément à l'article 120 §2 de la NLC. Le représentant désigné sera l'Echevin de l'Enseignement;

la livraison de repas réalisée par l'Association n'est pas soumise à la législation sur les marchés publics étant donné que l'Association est contrôlée à 100 % par des Pouvoirs publics (contrôle In House);

"Les cuisines bruxelloises" peuvent fournir les repas tant en liaison froide durant l'année scolaire qu'en liaison chaude durant les vacances scolaires;

il est souhaitable de promouvoir la vente de repas chauds dans les écoles à des tarifs abordables pour les parents, et le meilleur moyen d'assurer cette promotion est d'adhérer à une structure publique de restauration collective jouissant d'une bonne

expérience en matière de restauration scolaire (en 2016 : 1.142.183 repas scolaires);  
les représentants de l'Association sont venus visiter les installations communales afin de remettre une proposition de prix définitive;

la proposition de prix communiquée par les cuisines bruxelloises est légèrement supérieure au tarif d'application actuellement en vigueur mais encore non indexée (juillet 2018);

"Les cuisines bruxelloises" proposent des menus diversifiés tels que bio, végétarien et respectant le commerce équitable, les services proposés rencontrent les objectifs fixés par la motion du 1er février 2018 relative à la promotion d'une alimentation saine et durable; l'Association propose également des animations dans les écoles et des actions de sensibilisation, exemple: animations ludiques avec visite des cuisiniers dans les classes;

"Les cuisines bruxelloises" peuvent également assurer, sans charge financière pour l'administration, des formations pour le personnel de cuisine (hygiène, respect des températures,...) ;

l'Association " Les cuisines bruxelloises" dispose d'une expertise dans le contrôle de la qualité des produits composant les repas scolaires (cahier des charges avec exigences précises, contrôle en laboratoire,...); l'Administration ne disposant pas de cette expertise, elle a tout intérêt à recourir aux services de cette association pour s'assurer de la qualité des produits;

**DECIDE**

1) d'adhérer à l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises" pour la préparation et livraison des repas vers les Centres scolaires communaux et les plaines de jeux.

2) de nommer l'Echevin de l'Enseignement en tant que représentant du Conseil communal au sein de l'Association de droit public "Les Cuisines Bruxelloises" conformément à l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi communale.

La présente délibération sera transmise, en double exemplaire, au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Onderwijs - vorming**

#### **Gemeentelijke schoolcentra en speelpleinen - Bereiding en levering van maaltijden - Toetreding tot de vereniging van publiek recht "De Brusselse Keukens".**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 120 §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, hoofdstuk XII "Verenigingen";

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 30 §3 "in-house-toezicht";

Overwegende dat de overheidsopdracht die met de firma SODEXO werd gesloten afloopt op 31 december 2018;

Gelet op de motie van de gemeenteraad van 1 februari 2018 betreffende de promotie van gezonde en duurzame voeding binnen het gemeentelijk basisonderwijs van Oudergem;

Overwegende hetgeen volgt:

de vereniging "De Brusselse Keukens" is een vereniging van publiek recht die is opgericht in uitvoering van de wet van 8 juli 1976 en die volledig door

overheidsinstanties wordt samengesteld en gecontroleerd;  
over de toetreding van nieuwe leden wordt met een dubbele meerderheid van 2/3 van de leden van de algemene vergadering van de vereniging beslist;  
de toetredingsprocedure neemt 2 tot 3 maanden in beslag;  
het ontslag van een lid kan slechts worden aanvaard bij beslissing van de algemene vergadering met een dubbele tweederde meerderheid;  
de toetreding tot de vereniging houdt een inbreng in de vorm van klanten in (leerlingen en ouders); er is geen bijdrage verschuldigd;  
de toetreding tot de vereniging brengt dus geen uitgaven voor de gemeente met zich mee, integendeel, de vereniging biedt een incassosysteem aan waarmee de gemeente de inning van de verschuldigde bedragen kan uitbesteden; dit systeem zorgt er dus voor dat de administratieve lasten voor het gemeentepersoneel worden verlicht en dat er dus geen geld binnen de scholen in omloop is. Ter vergelijking: de scholen zijn momenteel zelf verantwoordelijk voor de inning van de verschuldigde bedragen;  
de toetreding tot de vereniging impliceert de aanstelling van een vertegenwoordiger van de gemeente Oudergem binnen de algemene vergadering van de vereniging; het is aan de gemeenteraad om deze vertegenwoordiger aan te stellen overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet. De aangestelde vertegenwoordiger is de schepen van Onderwijs;  
de levering van maaltijden door de vereniging is niet onderworpen aan de wetgeving inzake overheidsopdrachten, aangezien de vereniging volledig wordt gecontroleerd door overheidsinstanties (in-house-toezicht);  
de vereniging "De Brusselse Keukens" kan maaltijden verstrekken zowel volgens het procedé van koude hechting tijdens het schooljaar als volgens het procedé van warme hechting tijdens de schoolvakanties;  
het is wenselijk om de verkoop van warme maaltijden in scholen tegen voor de ouders betaalbare prijzen te bevorderen en de beste manier om dit te promoten is om toe treden tot een openbare cateringstructuur met een degelijke ervaring op het gebied van schoolcatering (in 2016: 1.142.183 schoolmaaltijden);  
de vertegenwoordigers van de vereniging hebben een bezoek gebracht aan de gemeentelijke inrichtingen om een definitieve prijsopgave te bezorgen;  
de door "De Brusselse Keukens" voorgestelde prijzen liggen iets hoger dan de prijzen die momenteel gelden maar die nog niet geïndexeerd zijn (juli 2018);  
de vereniging "De Brusselse Keukens" biedt gediversifieerde menu's aan, waaronder biologische, vegetarische en fairtrade gerechten, en de voorgestelde diensten beantwoorden aan de doelstellingen van de motie van 1 februari 2018 over de promotie van gezonde en duurzame voeding; de vereniging kan ook animaties en bewustmakingsacties organiseren in de scholen, bijvoorbeeld leuke animaties met koks die op bezoek komen in de klassen;  
de vereniging "De Brusselse Keukens" kan ook instaan voor de opleiding van het keukenpersoneel (hygiëne, temperatuurbeheersing enz.) zonder financiële toeslag voor de administratie;  
de vereniging "De Brusselse Keukens" beschikt over expertise op het vlak van kwaliteitscontrole van de producten voor schoolmaaltijden (bestek met gedetailleerde eisen, laboratoriumcontrole, ...); aangezien de administratie niet over deze expertise beschikt, heeft ze er alle belang bij om een beroep te doen op de diensten van deze vereniging om de kwaliteit van de producten te waarborgen;

#### BESLIST

1) toe te treden tot de vereniging van publiek recht "De Brusselse Keukens" voor de bereiding en levering van maaltijden aan de gemeentelijke schoolcentra en speelpleinen.

2) de schepen van Onderwijs aan te stellen als vertegenwoordiger van de gemeenteraad binnen de vereniging van publiek recht "De Brusselse Keukens" overeenkomstig artikel 120 §2 van de nieuwe gemeentewet.

Deze beraadslaging wordt in twee exemplaren voorgelegd aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0016 **Petite Enfance**

**Liquidation des subsides de l'année 2018 en faveur des consultations des nourrissons.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation y relative ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2018 prévoit des dépenses à l'article 844/33202 ;

Attendu que le budget a été approuvé par l'autorité de tutelle ;

Vu les rapports d'activités 2017 des consultations de nourrissons ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

1) d'autoriser la liquidation des subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2018, en faveur des associations suivantes :

Consultations de nourrissons :

Section « La Femme prévoyante » : 802 €

Section St-Julien : 534 €

Section Notre-Dame du Blankedelle : 297 €

Section « 't Sloeberke » : 667 €

2) de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Peuterzorg**

**Uitbetaling der toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2018 een uitgave voorziet op het artikel



844/33202;

Gezien dat de begroting goedgekeurd werd door de Hogere Overheid;

Gezien de activiteitenverslagen 2017 van de zuigelingenconsultaties ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

1) de uitkering der toelagen ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018 ten voordele van volgende verenigingen toe te laten :

Zuigelingenconsultaties :

Sectie "La Femme prévoyante" : 802 €

Sectie "Saint-Julien" : 534 €

Sectie "Notre-Dame du Blankedelle" : 297 €

Sectie "T'Sloeberke" : 667 €

2) het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, in de vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0017 **Affaires flamandes**

**Liquidation du subside prévu au budget ordinaire de l'exercice 2018 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques néerlandophones.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 instaurant le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions octroyées par l'administration communale;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2018 prévoit des dépenses à l'article 762/33202;

Considérant que les associations socio-culturelles ci-incluses ont toutes déposé une demande, qui inclut leur rapport d'activités 2017 et un prospectus 2018, conforme aux exigences communales (à consulter en annexe);

Considérant que l'administration a essayé d'être la plus objective possible par rapport à la division de ces subsides en utilisant une série de critères d'évaluation, approuvés en Collège le 01/03/2016;

Considérant que le 'voortgangsrapport 2017' du 'Lokaal Cultuurbeleid', la politique culturelle locale néerlandophone, qui inclut le rapport d'activités 2017 et le prospectus 2018 du centre socio-culturel Den Dam, a été approuvé en Collège le 27/03/2018 et que celui-ci doit être utilisé comme preuve pour les subsides communaux pour GC Den Dam;

<b>VZW Den Dam</b>	<b>€ 15.200</b>
<b>Associations néerlandophones/Nederlandstalige verenigingen</b>	<b>€ 1.500</b>

• Africa's Sunshine	€ 60
• Chiro Oudergem	€ 170
• 't Daghet	€ 50
• Davidsfonds Oudergem	€ 250
• Gymclub - Het Forum	€ 60
• K.W.B.	€ 60
• Luvok	€ 50
• Motum	€ 60
• Okra	€ 250
• Pastorale Ploeg Ruusbroec	€ 60
• Rote Teufel Brüssel	€ 60
• Werkgroep Ontwikkelingssamenwerking Oudergem	€ 60
• Willemsfonds Zuid-Oost Brussel	€ 250
• Zwemclub Wimber - Het Forum	€ 60
<b>TOTAL/TOTAAL :</b>	<b>€ 16.700</b>

#### DECIDE

- d'approuver les comptes 2017 et/ou rapports d'activités 2017
  - d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2018, à l'article 762/33202, en faveur des associations de divertissement - Art néerlandophones suivantes pour un montant de **16.700 €**.
  - de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.
- La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

#### Vlaamse Zaken

**Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018 voor de Nederlandstalige culturele en vaderlandslievende verenigingen.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 houdende instelling van de controle op de toekenning en de aanwending van de toelage verleend door het Gemeentebestuur;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering ter zake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2018 die een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

Gezien onderstaande ontspannings- en kunstinstellingen allen een aanvraag hebben ingediend, inclusief een verslag van hun activiteiten 2017 en vooruitzichten 2018, conform aan de gemeentelijke vereisten (zie bijlage);

Gezien getracht werd zo objectief mogelijk de verdeling van de subsidie over de verenigingen te beslissen door een reeks vaste beoordelingscriteria toe te passen, die goedgekeurd werd tijdens de collegezitting van 01/03/2016;

Gezien het voortgangsrapport 2017 van het Lokaal Cultuurbeleid, waarin activiteitenverslag 2017 en vooruitzichten 2018 van GC Den Dam zijn opgenomen, werd goedgekeurd tijdens de collegezitting van 27/03/2018 en dit dus fungeert als staving voor een gemeentelijke toelage aan GC Den Dam;

<b>VZW Den Dam</b>	<b>€ 15.200</b>
<b>Associations néerlandophones/Nederlandstalige verenigingen</b>	<b>€ 1.500</b>
• Africa's Sunshine	€ 60
• Chiro Oudergem	€ 170
• 't Daghet	€ 50
• Davidsfonds Oudergem	€ 250
• Gymclub - Het Forum	€ 60
• K.W.B.	€ 60
• Luvok	€ 50
• Motum	€ 60
• Okra	€ 250
• Pastorale Ploeg Ruusbroec	€ 60
• Rote Teufel Brüssel	€ 60
• Werkgroep Ontwikkelingssamenwerking Oudergem	€ 60
• Willemsfonds Zuid-Oost Brussel	€ 250

• Zwemclub Wimber - Het Forum	€ 60
<b>TOTAL/TOTAAL :</b>	<b>€ 16.700</b>

#### BESLUIT

- de rekeningen en balans 2017 en/of activiteitenverslagen 2017 goed te keuren.
- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2018, op artikel 762/33202, voor de volgende Nederlandstalige ontspannings- en kunstinstellingen voor een totaal bedrag van 16.700 €.
- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

29.06.2018/A/0018 **Recette**

#### **ASBL Gestes et Création - Exercice 2017 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Gestes et Création » exercice 2017.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

#### **Ontvangerij**

#### **VZW Gestes et Création - Dienstjaar 2017 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Gestes et Création » dienstjaar 2017 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0019 **Recette**  
**Cohésion sociale - Exercice 2017 - Compte**

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que la « Cohésion sociale » nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2017,

Décide

d'approuver le compte de la « Cohésion sociale » - exercice 2017.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Ontvangerij**  
**Sociale samenhang - Dienstjaar 2017 - Rekening**

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de « Sociale samenhang » ons zijn rekening van 2017 heeft overgemaakt,

Beslist

de rekening van de « Sociale samenhang » dienstjaar 2017 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0020 **Recette**  
**Compte budgétaire de l'exercice 2017 - Arrêt provisoire**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 96, 99 par.2, 242 et 244;

Conformément aux articles 73, 75 et 78 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le

règlement général de la comptabilité communale;

DECIDE:

d'approuver le compte communal pour l'exercice 2017 ainsi que ses annexes.

La présente délibération ainsi que les pièces justificatives seront transmises en quintuple à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Gemeenterekening van het dienstjaar 2017 - Voorlopige afsluiting.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, de artikelen 96, 99 par. 2, 242 en 244;

Gelet op de artikelen 73, 75 en 78 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;

BESLIST :

De gemeenterekening voor het dienstjaar 2017 en zijn bijlagen goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging evenals de stavingsstukken zullen, in vijfvoud, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0021 **Recette**

#### **Modification budgétaire n°1 service ordinaire et n° 2 service extraordinaire - exercice 2018**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 117, 225;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE: d'approuver:

1. La modification n°1 - service ordinaire - exercice 2018

2. La modification n°2 - service extraordinaire - exercice 2018.

La présente délibération, en quintuple, ainsi que la liste des articles modifiés et les montants seront transmis à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

## **Begrotingswijziging nr 1 gewone dienst en nr 2 buitengewone dienst - dienstjaar 2018**

De Raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, artikelen 117 en 255;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST: goed te keuren:

1. De begrotingswijziging nr 1 - gewone dienst - dienstjaar 2018

2. De begrotingswijziging nr 2 - buitengewone dienst - dienstjaar 2018

Onderhavige beraadslaging in vijfvoud, alsook de lijst van gewijzigde begrotingsartikels en de bedragen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0022 **Recette**

### **Profil financier individuel**

LE CONSEIL,

Attendu que chaque année Belfius Banque nous communique notre « Profil Financier Individuel » qui consiste en une analyse sur trois tableaux : les dépenses ordinaires, la fiscalité et les résultats financiers ;

Vu que dans cette analyse une comparaison est faite avec les autres communes de la capitale ainsi que les communes appartenant à notre « cluster » ;

Attendu que le collège souhaite communiquer ces données aux membres du conseil communal ;

Conformément à la nouvelle loi communale et plus particulièrement l'article 117 ;

Décide

De prendre connaissance du profil financier individuel de la commune d'Auderghem.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Ontvangerij**

#### **Individueel financieel profiel**

DE RAAD,

Gezien Belfius Bank ons elk jaar ons "Individueel Financieel Profiel" bezorgt dat een analyse maakt op drie vlakken : de gewone uitgaven, de fiscaliteit en de financiële resultaten;

Gezien deze analyse een vergelijk maakt tussen de andere gemeentes van de hoofdstad en met de gemeentes die tot onze "cluster" behoren;

Gezien het college deze informatie wil delen met de leden van de gemeenteraad;  
Overeenkomstig de nieuwe gemeentewet en meer bepaald het artikel 117;

Beslist

Kennis te nemen van het individuele financiële profiel van de gemeente Oudergem  
Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan De Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0023 **Régie foncière**

**Compte de la Régie foncière – Exercice 2017 – Approbation provisoire.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 261 à 263 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 4 février 2005 du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des régies communales ;

DECIDE :

- d'affecter le résultat aux résultats reportés en vue des investissements prévus ;
- d'approuver provisoirement le compte de la Régie foncière pour l'exercice 2017.

La présente délibération ainsi que ses annexes, seront transmises, en cinq exemplaires, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Regie voor het Grondbeleid**

**Rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2017 – Voorlopige goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet de nieuwe gemeentewet en namelijk de artikelen 261 tot 263;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 inzake het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de omzendbrief van 4 februari 2005 van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST :

- de resultaten toe te voegen aan de overgedragen resultaten voor toekomstige



voorziene investeringen ;

- de rekening van de Regie voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2017 voorlopig goed te keuren.

Onderhavig beraadslaging, in vijfvoud, evenals de bijlagen zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0024 **Service Juridique**

**Ordonnance de police relative à l'accès, avenue Schaller, au centre sportif de la Forêt de Soignes**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 119, al. 1<sup>er</sup> et 135, § 2 ;

Considérant qu'aux termes d'un jugement prononcé le 25 octobre 2017, le Président du Tribunal de 1<sup>ère</sup> instance francophone de Bruxelles a fait droit à la requête introduite, au nom de la Commune, par deux habitants de l'avenue Schaller, sur fondement de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 janvier 1993 concernant le droit d'action en matière de protection de l'environnement et de l'article 271 de la Nouvelle loi communale et a ordonné à la Communauté française et à l'Asbl Centre sportif de la Forêt de Soignes (ADEPS) de :

- cesser l'utilisation de l'entrée du complexe sportif ADEPS situé avenue Schaller ;
- procéder à la fermeture de cette entrée au moyen d'un mécanisme qui permettra toujours aux services de secours d'accéder au complexe sportif par l'avenue Schaller.

Considérant que la Communauté française et l'Asbl Centre sportif de la Forêt de Soignes ont interjeté appel du jugement ;

Que l'Asbl Park Club et une soixante de joueurs de hockey, et de parents d'enfants joueurs de hockey sont intervenus volontairement à la cause ;

Considérant les problèmes de stationnement engendrés par les activités du Centre sportif de la Forêt de Soignes et plus spécialement par l'utilisation des deux terrains de hockey et la fréquentation de la buvette adjacente à ces terrains, implantés du côté de l'avenue Schaller ;

Considérant, qu'en l'état actuel de la situation existante de fait et de droit, l'offre en stationnement, du côté de la chaussée de Wavre, est totalement insuffisante et que l'augmentation, à cet endroit, d'emplacements de parking, en est à l'état de projets, non concrétisés dans des demandes de permis d'urbanisme et d'environnement ;

Considérant que les sportifs et plus spécialement les pratiquants de hockey et leur famille accèdent aux infrastructures de hockey par l'entrée au site située avenue Schaller, et y viennent tant à pied qu'en voiture, depuis de nombreuses années ;

Considérant que l'interdiction d'accéder, aux terrains de hockey, par l'entrée sise

avenue Schaller aurait pour conséquence :

- d'aggraver la problématique du stationnement sauvage le long de la chaussée de Wavre, qui est une voirie régionale rapide à haute densité de circulation au bord de l'autoroute E411, contraignant, notamment, les parents, à déposer leurs jeunes enfants dans un contexte non sécurisé;
- d'entraîner un encombrement démesuré, en termes de parking, des rues proches de la chaussée de Wavre (notamment de l'avenue Hugo Vandergoes) ;
- de contraindre les jeunes enfants utiliser l'entrée située chaussée de Wavre et à effectuer une marche d'au moins dix minutes pour rejoindre les terrains, en passant par les infrastructures proprement dites du Centre ADEPS et ensuite par des chemins mal éclairés dont la sécurité n'est pas assurée ;
- d'empêcher les personnes à mobilité réduite et les habitants et enfants du quartier ayant choisi de venir à pied ou à vélo, d'accéder à leur terrain de sport, l'accès par la chaussée de Wavre, ne se prêtant nullement à la marche à pied ni au vélo ;

Considérant les jours de haute fréquentation des terrains de hockey par les plus jeunes, étant les mercredis après-midi et samedis matin ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des enfants amenés à se rendre sur les terrains de hockey ;

Considérant que les Communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, et d'assurer la sûreté et la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que la Commune doit veiller à ce que l'accès au Centre sportif et plus spécialement aux terrains de hockey se réalise avec commodité et sûreté ;

Qu'il y a lieu d'autoriser l'accès aux terrains de hockey par l'entrée située avenue Schaller, les mercredis après-midi de 13h30 à 19h et les samedis matin de 9h à 13 h 00 ;

Considérant la plainte des deux habitants de l'avenue Schaller, dénonçant les nuisances qu'ils subissent suite à l'envahissement de cette avenue par les voitures conduites par les joueurs de hockey ou parents de joueurs de hockey, ce qui entraîne notamment du parking sauvage sur les trottoirs et des nuisances sonores ;

Considérant que loin de sous-estimer les plaintes de ces habitants, la Commune observe que la fermeture de l'accès aux terrains de sport par l'avenue Schaller, aura pour effet de reporter les problèmes de stationnement sur les rues adjacentes et sur la chaussée de Wavre déjà sursaturée ;

Considérant, néanmoins, que le Collège a décidé, en sa séance du 5 juin 2018, d'inscrire l'avenue Schaller et les rues avoisinantes, en zone bleue, que des stewards chargés de veiller au respect de la réglementation qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018, ont été recrutés, à cette fin ;

Considérant, en outre, qu'en vue de limiter les nuisances sonores générées par le passage de véhicules avenue Schaller, la Commune introduira une demande de permis d'urbanisme ayant pour objet l'asphaltage de cette avenue, et prévoyant également des aménagements réducteurs de vitesse ;

Considérant enfin que la Commune ordonnera à l'exploitant de la buvette desservant les terrains de hockey, de fermer son exploitation à 22 heures.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

Décide :

Article unique : d'autoriser l'accès aux terrains de hockey du Centre ADEPS, par

l'entrée située avenue Schaller, les mercredis après-midi de 13h30 à 19 h et les samedis matin de 9 h à 13 h.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Politieverordening betreffende de toegang tot het sportcentrum van het Zoniënwoud via de Schallerlaan**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 119, 1ste lid, en 135, §2;

Overwegende dat de voorzitter van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel bij vonnis van 25 oktober 2017 het verzoek heeft ingewilligd dat twee bewoners van de Schallerlaan namens de gemeente hadden ingediend op grond van artikel 1 van de wet van 12 januari 1993 betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu en artikel 271 van de nieuwe gemeentewet, en de Franse Gemeenschap en de vzw "Centre sportif de la Forêt de Soignes" (ADEPS) heeft bevolen om:

- de toegang tot het ADEPS-sportcomplex via de Schallerlaan niet langer te gebruiken;
- deze toegang af te sluiten met behulp van een mechanisme dat het nog steeds mogelijk maakt voor de hulpdiensten om het sportcomplex via de Schallerlaan te bereiken.

Overwegende dat de Franse Gemeenschap en de vzw "Centre sportif de la Forêt de Soignes" tegen dit vonnis beroep hebben aangetekend;

Dat de vzw Park Club en een zestigtal hockeyspelers en ouders van kinderen die hockey spelen uit eigen beweging in de zaak zijn tussengekomen;

Gelet op de parkeerproblemen die worden veroorzaakt door de activiteiten van het "Centre sportif de la Forêt de Soignes" en meer bepaald het gebruik van de twee hockeyvelden en de cafetaria naast deze velden, gelegen aan de kant van de Schallerlaan;

Overwegende dat in de huidige bestaande feitelijke en rechtstoestand het parkeeraanbod aan de kant van de Waversesteeweg volstrekt ontoereikend is en dat de uitbreiding van de parkeergelegenheid op die plaats momenteel in ontwerpfasen verkeert en nog niet concreet is vastgelegd in de stedenbouwkundige en milieuvergunningaanvragen;

Gezien de sportbeoefenaars en meer in het bijzonder de hockeyspelers en hun gezinnen toegang hebben tot de hockeyinfrastructuur via de toegang tot de site aan de Schallerlaan en al vele jaren te voet of met de auto naar daar komen;

Overwegende dat het verbod om de hockeyvelden via de ingang aan de Schallerlaan te bereiken tot gevolg zou hebben:

- dat het probleem van wildparkeren langs de Waversesteeweg, een snelle gewestweg met een hoge verkeersdichtheid langs de E411-snelweg, alleen maar groter zou worden, waardoor met name de ouders gedwongen zouden worden om hun jonge kinderen in een onveilige omgeving achter te laten;
- dat de parkeerdruk in de straten rond de Waversesteeweg (meer bepaald de Hugo Van der Goeslaan) buitensporig zou toenemen;

- dat de jonge kinderen gedwongen worden om gebruik te maken van de toegang aan de Waversesteenweg en dus minstens tien minuten moeten wandelen om de terreinen te bereiken via de eigenlijke infrastructuur van het ADEPS-centrum en vervolgens langs slecht verlichte paden waarvan de veiligheid niet is gegarandeerd;
- dat personen met een beperkte mobiliteit en de inwoners en kinderen van de wijk die te voet of met de fiets komen, niet langer toegang hebben tot hun sportterrein vermits de toegang aan de Waversesteenweg niet geschikt is voor voetgangers of fietsers;

Overwegende dat de allerkleinsten vooral op woensdagnamiddag en zaterdagvoormiddag op de hockeyvelden spelen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de veiligheid van de kinderen die zich naar de hockeyvelden begeven te garanderen;

Overwegende dat de gemeenten de opdracht hebben om de inwoners te laten genieten van goede politiediensten en te zorgen voor de veiligheid en rust op openbare wegen, plaatsen en in openbare gebouwen

Overwegende dat de gemeente moet zorgen voor een vlotte en veilige toegang tot het sportcentrum en meer in het bijzonder tot de hockeyvelden;

Dat er reden is om toegang te verlenen tot de hockeyvelden via de ingang aan de Schallerlaan op woensdag namiddag van 13.30 tot 19u en zaterdagvoormiddag van 9u tot 13u;

Gelet op de klacht van de twee inwoners van de Schallerlaan, die protesteren tegen de overlast die zij ervaren als gevolg van de overrompeling van deze laan door auto's van hockeyspelers of hun ouders, wat meer bepaald resulteert in wildparkeren op voetpaden en geluidshinder;

Overwegende dat de gemeente zich ervan bewust is dat de klachten van deze inwoners niet onderschat mogen worden, maar opmerkt dat het afsluiten van de toegang tot de sportterreinen via de Schallerlaan tot gevolg zal hebben dat de parkeerproblemen worden verschoven naar de omliggende straten en naar de reeds oververzadigde Waversesteenweg;

Overwegende dat evenwel het college tijdens de vergadering van 5 juni 2018 heeft beslist om de Schallerlaan en de omliggende straten als blauwe zone op te nemen en dat daartoe stewards werden aangeworven die moeten toezien op de naleving van de reglementering die op 1 september 2018 van kracht zal worden;

Overwegende dat de gemeente, om de geluidshinder als gevolg van de voorbijrijdende auto's in de Schallerlaan te beperken, bovendien een stedenbouwkundige vergunning zal aanvragen voor de asfaltering van deze laan en tevens snelheidsbeperkende inrichtingen zal aanbrengen ;

Overwegende dat de gemeente tot slot de opdracht zal geven aan de uitbater van de cafetaria aan de hockeyvelden om zijn etablissement te sluiten om 22 uur.

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen

Beslist:

Enige artikel : toegang te verlenen tot de hockeyvelden van het ADEPS-centrum via de ingang aan de Schallerlaan op woensdagnamiddag van 13.30 t.e.m. 19.00 en zaterdagvoormiddag van 9u tot 13u;

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

**Règlement d'attribution des logements communaux. Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2013 portant le Code Bruxellois du Logement, en particulier les articles 2, 24 à 33, 124, 8° et 146 §2 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ADOpte :

**REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS COMMUNAUX**

Article 1<sup>er</sup>. Généralités et définitions :

§1<sup>er</sup>. Le présent règlement est applicable à la mise en location de logements communaux faisant partie du patrimoine privé de la Commune, à l'exception des logements de transit.

§2. Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

1° Logement communal : la maison individuelle ou l'appartement aménagé pour l'habitation d'un ménage, en ce compris les dépendances et accessoires éventuels, mis en location par la Commune ;

2° Logement insalubre : le logement qui a été déclaré inhabitable ou reconnu insalubre ou qui est destiné à être démoli par application soit d'un arrêté du Bourgmestre pris sur base des articles 133 et 135, §2 de la nouvelle loi communale, soit d'une décision de la Direction de l'inspection régionale du logement par application du Code bruxellois du logement soit d'un avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente ;

3° Logement adapté : le logement conçu pour un type déterminé de ménage conformément aux normes établies à l'article 2 du présent règlement ;

4° Candidat locataire : la personne ou les personnes qui introduisent une candidature en vue de prendre en location un logement communal ;

5° Locataire : la personne ou les personnes qui constituent un ménage ou en font partie et qui concluent un contrat de bail avec la Commune ;

6° Ménage : la personne qui habite seule ou les personnes qui habitent ensemble de fait, même à défaut d'être inscrit au registre de la population à cette adresse ;

7° Registre : le registre dans lequel les candidats locataires sont inscrits par la Commune conformément à l'article 5 du présent règlement. Celui-ci peut faire l'objet d'une gestion informatisée ;

8° Personne handicapée : la personne considérée comme handicapée conformément à l'article 135, 1° du Code des Impôts sur les revenus ;

9° Enfant à charge : l'enfant placé sous la responsabilité d'un des membres du ménage qui est allocataire des allocations familiales ; l'enfant handicapé est compté pour deux enfants à charge ;

10° Revenus : les revenus immobiliers ou mobiliers nets et le montant net imposable des revenus professionnels avant toute déduction, majorés ou diminués des rentes alimentaires selon qu'elles sont reçues ou versées et des déductions effectuées au titre

de frais de garde des enfants, telles que prévues dans le Code des impôts sur les revenus. Les revenus visés sont établis sur base du code des impôts sur les revenus du pays dans lequel ils sont taxés. Les bourses d'études, octroyées à des membres du ménage n'ayant pas la qualité d'enfants à charge sont également considérées comme des revenus ; Les revenus se rapportent à l'avant-dernière année précédant celle de l'accession au logement communal ;

11° Sont également considérés comme revenus, le montant du revenu d'intégration sociale ou des aides sociales équivalentes, les allocations familiales et les allocations pour personne handicapée ; Est considérée comme allocation de personne handicapée, notamment : l'allocation de remplacement de revenus au sens de la loi du 27 février 1987 ; le montant équivalent à celle-ci au sens de l'article 28 de la loi du 27 février 1987 pour les personnes handicapées auxquelles il a été accordé une allocation qui a pris cours avant le 1<sup>er</sup> janvier 1975 ou l'allocation ordinaire ou spéciale définie par la loi du 27 juin 1989 pour les personnes handicapées à qui il a été accordé une allocation ordinaire qui a pris cours après le 31 décembre 1974 mais avant le 1<sup>er</sup> juillet 1987 ;

12° Revenus du ménage : les revenus globalisés de tous les membres du ménage, à l'exception de ceux des enfants à charge ; toutefois les revenus de la personne handicapée et de l'enfant de moins de 21 ans ne sont comptés que pour moitié.

13° Commission communale d'Attribution des Logements (CCAL) : commission indépendante créée au sein de chaque commune pour l'attribution des logements appartenant aux communes et centres publics d'action sociale. Le conseil communal en détermine la composition et le mode de fonctionnement.

#### Article 2 : logement adapté

Un logement est considéré comme adapté à la location pour autant qu'il comprenne, en fonction de la composition du ménage, le nombre de chambres suivant :

1° une chambre par personne seule ou par couple. Les flats ou studios sont également adaptés au logement d'une personne isolée ou d'un couple ;

2° une chambre supplémentaire par enfant ; toutefois, pour deux enfants du même sexe ayant moins de 12 ans ou pour deux enfants de sexes différents ayant moins de 9 ans, une chambre pour autant qu'ils ne soient pas handicapés ;

3° une chambre supplémentaire pour la personne majeure ou le couple membre du ménage ;

Il est tenu compte des enfants présents dans le ménage de manière non permanente lorsqu'un jugement ou une convention prévoit leur présence à mi-temps ou un droit de visite résidentiel.

#### Article 3. Candidatures

§1<sup>er</sup>. Les demandes de logement sont introduites au moyen du formulaire établi en annexe 1. Ce formulaire est disponible sur le site internet de la Commune.

Le formulaire doit obligatoirement être accompagné des documents suivants :

1° une photocopie recto/verso de la carte d'identité ou du passeport de tous les membres majeurs du ménage;

2° une composition de ménage délivrée par l'administration communale;

3° le cas échéant, une copie du jugement ou de la convention qui définit les modalités de garde des enfants qui ne vivent pas dans le ménage de manière permanente;

4° une déclaration sur l'honneur mentionnant qu'aucun membre du ménage ne possède, en pleine propriété, en emphytéose ou en usufruit, un bien immobilier affecté au logement;

5° les preuves de revenus de tous les membres du ménage n'ayant pas la qualité d'enfant à charge: dernier avertissement extrait de rôle disponible ou à défaut, tout autre document permettant d'établir le montant des revenus des membres du ménage;

6° le cas échéant, tout document jugé utile par l'administration communale pour

apprécier les règles de priorité dont le candidat-locataire pourrait bénéficier en vertu de l'article 7.

§2. Le formulaire est dûment complété et signé par le candidat locataire, par la personne avec laquelle il est marié ou cohabite de fait ainsi que par les autres membres majeurs du ménage.

§3. La candidature est adressée à la Commune par lettre recommandée ou y est déposée contre accusé de réception. Le cachet de la poste ou la date de l'accusé de réception fait foi quant à la date de l'introduction de la candidature.

§4. L'administration communale dispose d'un délai de quinze jours ouvrables, à partir du jour où le dossier est complet, pour se prononcer sur la recevabilité de la candidature et notifier sa décision, dûment motivée, au candidat, par courrier recommandé.

Par ce même courrier, si la candidature est validée, le candidat-locataire reçoit un accusé de réception mentionnant la date de l'inscription, le numéro de candidature et les obligations à respecter pour le suivi de son dossier.

§5. Le candidat-locataire communique dans un délai maximal de deux mois, toute modification de la composition de ménage, tout changement d'adresse ou toute autre information qui modifierait son inscription originale, faute de quoi sa candidature pourra être radiée.

§6. Le candidat-locataire confirme, à la demande de la commune, sa candidature annuellement, dans les 30 jours de la date d'anniversaire de son inscription. La confirmation annuelle est adressée à la commune par courrier recommandé ou y est déposée contre accusé de réception.

#### Article 4. Conditions d'admission

Pour pouvoir être inscrit au Registre des candidats-locataire:

1° le candidat-locataire doit être majeur, être mineur émancipé ou mineur mis en autonomie (Le mineur mis en autonomie est la personne âgée de moins de dix huit ans qui bénéficie d'une mesure de suivi en logement autonome déterminée par le Service compétent de l'aide à la jeunesse, fixée par le Tribunal de la jeunesse ou décidée par le CPAS).

2° aucun membre du ménage du candidat-locataire ne peut posséder, en pleine propriété, en emphytéose ou en usufruit, un bien immeuble affecté au logement.

#### Article 5. Registre

§1<sup>er</sup>. La commune tient un registre, reprenant dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes, la liste anonymisée des demandeurs pour l'attribution d'un de ces logements.

Le registre contient le numéro de la candidature, la date d'inscription, la composition du ménage et le type de logement demandé.

Ce registre reprend, pour chaque demandeur identifié par un numéro d'ordre :

1° les différentes caractéristiques de sa situation dont il est tenu compte pour l'attribution du logement, à l'exception de son identité. Il s'agit à la fois des informations permettant d'identifier le caractère adapté d'un logement disponible, comme à titre non exhaustif la composition familiale, la situation de santé ou l'existence d'un handicap, et les éléments permettant au demandeur de faire valoir l'un ou l'autre critères de pondération conformément à l'article 29, alinéa 2 du Code ;

2° le logement qui lui a été attribué;

3° l'adresse de ce logement;

4°, la date de la décision d'attribution ;

5° le cas échéant, son éligibilité à l'allocation-loyer ;

6° le cas échéant, le motif de radiation du registre.

En cas de modification des caractéristiques de la situation du demandeur, le registre est

adapté dans les plus brefs délais.

Le registre ne mentionne pas l'identité des demandeurs. La correspondance entre chaque numéro du registre et l'identité du demandeur n'est accessible qu'à l'organe de gestion de l'opérateur ou au fonctionnaire délégué.

§ 2. Ce registre est accessible pour consultation à tout le moins aux demandeurs, aux conseillers communaux, aux conseillers des centres publics d'action sociale de la présente commune et aux membres du Parlement et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Pour faciliter la gestion de son patrimoine, la commune peut également tenir un registre informatisé permettant d'établir des listes différenciées en fonction notamment du type de logement (en fonction du nombre de chambres, liste des mutations, liste pour logements adaptés, etc.) en y respectant toujours le classement par ordre chronologique.

#### Article 6. Principe général d'attribution

§1<sup>er</sup> A l'exception des dérogations visées à l'article 11 du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins attribue le logement, au candidat-locataire inscrit au registre le mieux classé, parmi les différents candidats ayant adressé, dans les formes et délais prévus, une réponse positive au courrier visé à l'article 8 §1<sup>er</sup> du règlement sur avis conforme de la CCAL.

§2 La décision d'attribution suit l'ordre chronologique des candidatures du registre qui sont en adéquation avec la localisation et le nombre de chambre du logement concerné. L'ordre chronologique est toutefois pondéré par les règles de priorités prévues à l'article 7. Ces règles sont établies dans le respect des dispositions du Titre X du Code du Logement.

§3 Lors de l'attribution du logement, il sera tenu compte, pour l'application du second paragraphe, du ou des enfants bénéficiant de modalités d'hébergement chez l'un ou l'autre des membres du ménage, telles qu'actées dans une décision judiciaire.

§4. En outre, le loyer représente moins de 40% des revenus du ménage.

#### Article 7. Règles de priorité

1. Disposer de revenus permettant d'accéder au logement social ou y étant 10% supérieur.
2. Vivre une situation d'urgence.
3. Provenir d'un logement social inadapté.
4. Etre agent communal ou du CPAS non ou faiblement qualifié.

#### Article 8. Procédure d'attribution

§1<sup>er</sup>. Chaque fois qu'il doit attribuer en location un de ses logements, le Collège des Bourgmestre et Echevins contacte par courrier recommandé *ou par tout autre moyen permettant d'établir la preuve de la réception du courrier* les candidats locataires figurant au registre, dont la candidature est en adéquation avec le logement disponible et qui sont les mieux classés en vertu de l'article 7.

Ce courrier adressé aux demandeurs concernés contient les informations suivantes :

- 1° la disponibilité et le type de logement concerné;
- 2° l'adresse du logement concerné ;
- 3° le loyer qui en sera demandé ;
- 4° le montant des éventuelles charges locatives fixes ;
- 5° les modalités de visite du bien, à savoir la date, l'heure et le lieu du rendez-vous ;
- 6° les modalités, en ce compris le délai, suivant lesquelles les demandeurs peuvent manifester leur accord pour la prise en location du logement ;
- 7° le cas échéant, son droit au bénéfice d'une allocation-loyer et le détail de celle-ci;



8° les règles et critères d'attribution du logement, le courrier reproduit intégralement le texte du Règlement d'attribution adopté par la Commune.

Les modalités de visite et de communication d'un accord sont identiques pour tous les demandeurs et conçues de manière à ne pas disqualifier sans motif admissible certaines catégories de demandeurs normalement diligents.

§2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins statue sur base de l'avis conforme de la CCAL

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie aux candidats locataires non retenus visés au §2 les motifs de non attribution et les informe des voies et délais de recours.

§4. Le bail ne prend effet qu'à l'expiration du délai de recours administratif ou, si celui-ci a été introduit, à dater du jour de la décision rendue sur recours.

#### Article 9 – Refus d'un logement

§ 1er. Tout candidat-locataire a la possibilité de refuser un logement adapté. Ce refus doit être motivé et adressé à la Commission par lettre recommandée ou y être déposée contre accusé de réception.

§ 2. Le candidat locataire peut, sans être sanctionné, refuser un logement qui présente une des caractéristiques suivantes :

1° un logement pour lequel le montant du loyer exigible en ce compris les charges, excède les capacités financières du ménage ;

2° un logement manifestement non-adapté au handicap du candidat locataire.

Le candidat est tenu de fournir les éléments permettant à l'opérateur immobilier public d'apprécier le bien-fondé du motif invoqué.

Le refus d'un logement adapté entraîne la radiation du registre et la perte de l'ordre chronologique.

#### Article 10. Mutations

A sa demande, le locataire occupant un logement communal devenu inadapté à la taille de son ménage peut se voir proposer un logement communal adapté vacant.

Ces demandes sont inscrites dans une liste différenciée.

#### Article 11. Dérogations

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ne peut déroger au Règlement d'attribution que sur avis conforme de la CCAL et uniquement :

1° s'il y a lieu d'appliquer le régime dérogatoire visé à l'article 5 § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2017 relatif aux règles applicables aux logements mis en location par certains opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales ;

2° lorsque le demandeur se trouve en situation d'urgence extrême ;

3° lorsque l'attribution porte sur la location d'habitations adaptées à l'usage de personnes reconnues handicapées ;

4° lorsque des logements sont conçus pour des personnes âgées et que ceux-ci bénéficient de services spécifiques ;

5° lorsque l'attribution se fait dans le cadre d'une mutation ;

6° lorsque l'attribution se fait dans le cadre d'un plan de relogement de locataires d'habitations gérés par l'opérateur immobilier public, vouées à réhabilitation.

Cette dérogation doit être formellement motivée et mentionnée en marge du Registre.

#### Article 12. Sanction et recours administratif

§ 1er Le recours en réformation visé par l'article 32, § 2, du Code bruxellois du logement doit être introduit dans le mois de la notification de la décision d'attribution. Ce recours vise toute décision qui lèse un candidat-locataire, en ce compris une décision d'irrecevabilité prise sur la base de l'article 4, § 3, du présent règlement.

Ce recours est adressé au Collège des bourgmestre et échevins par lettre recommandée.

Le recours indique précisément la décision contestée et les motifs qui le fondent.

§ 2. A partir de la date d'introduction du recours visée au paragraphe précédent, le Collège des bourgmestre et échevins statue sur le recours dans un délai d'un mois.

Le Collège des bourgmestre et échevins confirme ou réforme la décision contestée. Dans cette dernière hypothèse, sa décision porte tous les effets d'une décision d'attribution prise en vertu de l'article 8.

La décision prise sur recours est notifiée au requérant et indique les voies de recours ordinaires disponibles.

#### Article 13. Motivation formelle

La décision d'attribution d'un logement et la décision sur recours sont formellement motivées et répondent aux prescriptions du Code bruxellois du Logement au sein du Chapitre III du Titre XI, par l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation.

#### Article 14. Rapport annuel au Conseil communal

Le Collège des Bourgmestre et Echevins, fait rapport annuellement des décisions d'attribution de logement au Conseil communal. Ce rapport mentionne les noms des candidats locataires retenus en application de l'article 8, pour chaque logement attribué, le calcul qui a permis de départager les demandeurs ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours à l'article 10, le candidat locataire finalement retenu et les caractéristiques de son ménage et du logement.

#### Article 15. Rapport annuel au Gouvernement

Avant le 1er juillet de chaque année, le Collège des Bourgmestre et Echevins communique au Gouvernement l'inventaire, arrêté au 31 décembre de l'année précédente, de tous les logements dont il est titulaire d'un droit réel principal et ou qui sont mis en location, ainsi que leur localisation, leur type, leur surface habitable, le nombre de chambres qu'ils comptent, le montant de leur loyer et le nom du locataire.

#### Article 16. Entrée en vigueur

Le présent règlement ne s'applique pas à l'attribution des logements disponibles à la location avant le .....2018 , sauf si la procédure de leur attribution en location n'a pas encore été entamée à cette date.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

### **Juridische dienst**

#### **Reglement betreffende de toewijzing van gemeentewoningen - Wijzigingen**

De RAAD,

Gelet op artikels 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, inzonderheid artikel 2, 24 tot 33, 124, 8° en 146, § 2;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 houdende de regionalisering van de woninghuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

KEURT GOED:

REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEWIJZING VAN GEMEENTEWONINGEN

Art. 1. Algemeenheden en definities

§ 1. Dit reglement is van toepassing op de verhuur van gemeentewoningen die deel uitmaken van het privédoorn van de gemeente, met uitzondering van de transitwoningen.

§ 2. In de zin van dit reglement dient te worden verstaan onder:

1° gemeentewoning: particuliere woning of appartement dat is ingericht als woning voor een gezin, met inbegrip van de eventuele aanhorigheden, en dat door de gemeente te huur wordt aangeboden;

2° ongezonde woning: woning die onbewoonbaar of ongezond werd verklaard of voor afbraak is bestemd, in toepassing van hetzij een besluit van de burgemeester dat werd genomen op basis van artikels 133 en 135, § 2 van de nieuwe gemeentewet, hetzij een beslissing van de directie van de Gewestelijke Huisvestingsinspectie in toepassing van de Brusselse Huisvestingscode, hetzij een advies van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° aangepaste woning: woning die is ontworpen voor een bepaald type van gezin in overeenstemming met de in artikel 2 van dit reglement vastgelegde normen;

4° kandidaat-huurder: de persoon (of de personen) die een aanvraag indient (indienen) om een gemeentelijke woning te kunnen huren;

5° huurder: de persoon (of de personen) die een gezin vormt (vormen) of er deel van uitmaakt (uitmaken) en die een huurovereenkomst sluit (sluiten) met de gemeente;

6° gezin: de persoon die alleen woont of de personen die feitelijk samenwonen, ook al zijn ze niet op het betrokken adres in het bevolkingsregister ingeschreven;

7° register: het register waarin de kandidaat-huurders door de gemeente worden ingeschreven in overeenstemming met artikel 5 van dit reglement en dat digitaal kan worden beheerd;

8° gehandicapte: de persoon die als gehandicapte wordt beschouwd in overeenstemming met artikel 135, eerste lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;

9° kind ten laste: kind dat onder de aansprakelijkheid valt van één van de gezinsleden die tevens de rechthebbende van de kinderbijslag is; een gehandicapt kind wordt geteld als twee kinderen ten laste;

10° inkomsten: de netto-inkomsten uit onroerende of roerende goederen en het belastbaar nettobedrag van de beroepsinkomsten vóór iedere aftrek, vermeerderd of verminderd met de onderhoudsuitkeringen die werden ontvangen of betaald en de aftrek voor kinderopvang zoals voorzien in het Wetboek van de inkomstenbelastingen. De bedoelde inkomsten worden vastgesteld op basis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van het land waar ze worden belast. Studiebeurzen die worden uitgekeerd aan gezinsleden die geen kind ten laste zijn, worden ook als inkomsten beschouwd. De inkomsten hebben betrekking op het jaar dat voorafgaat aan het verkrijgen van de gemeentelijke woning;

11° worden ook als inkomsten beschouwd: het bedrag van het leefloon of de equivalente bijstand, de kinderbijslag en de toelagen voor gehandicapten. De volgende toelagen worden als toelagen voor gehandicapten beschouwd: de inkomensvervangende tegemoetkoming in de zin van de wet van 27 februari 1987, het bedrag dat hieraan gelijk is in de zin van artikel 28 van de wet van 27 februari 1987 voor de gehandicapten aan wie een tegemoetkoming werd toegekend die vóór 1 januari 1975 is ingegaan of de gewone of bijzondere toelage bepaald door de wet van 27 juni 1989 voor de gehandicapten aan wie een gewone toelage werd toegekend die na 31 december 1974 maar vóór 1 juli 1987 is ingegaan;

12° gezinsinkomsten: de globale inkomsten van alle gezinsleden, met uitzondering van die van de kinderen ten laste; de inkomsten van gehandicapten en van kinderen jonger dan 21 jaar worden evenwel slechts voor de helft in rekening gebracht;

13° onafhankelijke commissie voor de toewijzing van de woningen (OCTW): onafhankelijke commissie opgericht binnen de gemeente met het oog op de toewijzing van de woningen die toebehoren aan de gemeente en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. De gemeenteraad stelt de samenstelling en de werkwijze van deze commissie vast.

#### Artikel 2. Aangepaste woning

Om als geschikt voor verhuur te kunnen worden beschouwd, moet de woning in functie van de samenstelling van het gezin over het volgende aantal slaapkamers beschikken:

1° een slaapkamer per alleenstaande persoon of per koppel. Flats of studio's zijn ook geschikt voor een alleenstaande persoon of een koppel;

2° een bijkomende slaapkamer per kind; voor twee kinderen van hetzelfde geslacht die jonger zijn dan 12 jaar of twee kinderen van een verschillend geslacht die beide jonger zijn dan 9 jaar, volstaat echter één kamer voor zover zij niet gehandicapt zijn;

3° een bijkomende slaapkamer voor de meerderjarige persoon of het koppel dat deel uitmaakt van het gezin

Er wordt rekening gehouden met de kinderen die niet permanent in het gezin aanwezig zijn wanneer een vonnis of een overeenkomst voorziet in hun halftijdse aanwezigheid of residentieel bezoekrecht.

#### Artikel 3. Kandidaturen

§ 1. De aanvragen worden ingediend via het formulier in bijlage 1. Dit formulier is beschikbaar op de website van de gemeente.

Het formulier moet verplicht worden vergezeld van de volgende documenten: :

1° een recto-versokopie van de identiteitskaart of het paspoort van alle meerderjarige gezinsleden;

2° een recente gezinssamenstelling afgeleverd door het gemeentebestuur;

3° in voorkomend geval, een kopie van het vonnis of van de overeenkomst die de voorwaarden bepaalt van de kinderopvang van de kinderen die niet permanent bij het gezin wonen;

4° een verklaring op erewoord dat geen enkel ander gezinslid de volle eigendom, de erfpacht of het vruchtgebruik heeft van een onroerend goed dat bestemd is als woning;

5° een bewijs van het inkomen van elk gezinslid dat geen kind ten laste is: het laatste beschikbare aanslagbiljet of bij het ontbreken hiervan, elk ander document dat het mogelijk maakt om het bedrag van het inkomen van de gezinsleden vast te stellen;

6° in voorkomend geval, elk document dat door het gemeentebestuur nuttig wordt geacht om het aantal voorrangspunten te kunnen bepalen waarop de kandidaat-huurder recht heeft op grond van artikel 7.

§ 2. Het formulier dient volledig te worden ingevuld en te worden ondertekend door de kandidaat-huurder, door de persoon met wie hij gehuwd is of feitelijk samenwoont en door de andere meerderjarige gezinsleden.

§ 3. De aanvraag wordt per aangetekende brief naar de gemeente gestuurd of wordt er tegen ontvangstbewijs afgegeven. De poststempel of de datum van het ontvangstbewijs geldt als bewijs voor de datum van de indiening van de aanvraag.

§ 4. Het gemeentebestuur beschikt over een termijn van vijftien werkdagen, vanaf de dag waarop het dossier volledig is, om zich uit te spreken over de ontvankelijkheid van de aanvraag en om de kandidaat, per aangetekende brief, kennis te geven van haar met redenen omklede beslissing.

Samen met deze brief ontvangt de kandidaat-huurder, indien de aanvraag is goedgekeurd, een ontvangstbewijs met vermelding van de datum van de inschrijving, het inschrijvingsnummer in het register en de na te leven verplichtingen voor de opvolging van zijn dossier.

§ 5. De kandidaat-huurder meldt binnen een maximumtermijn van twee maanden iedere wijziging in de gezinssamenstelling, iedere adreswijziging of elke andere informatie die zijn oorspronkelijke inschrijving zou wijzigen. Als hij dit nalaat, kan zijn kandidatuur worden geschrapt.

§ 6. De kandidaat-huurder bevestigt jaarlijks, op vraag van de gemeente, zijn kandidatuur binnen 30 dagen na de verjaardag van zijn inschrijving. De jaarlijkse bevestiging wordt per aangetekende brief naar de gemeente gestuurd of wordt er tegen ontvangstbewijs afgegeven.

#### Artikel 4. Toelatingsvoorwaarden

Om in het register van kandidaat-huurders te kunnen worden ingeschreven:

1° moet de kandidaat-huurder meerderjarig zijn, ontvoegd minderjarige zijn of begeleid zelfstandig wonend minderjarige zijn (de begeleid zelfstandig wonende minderjarige is de persoon die jonger dan achttien jaar is en die een maatregel voor begeleid zelfstandig wonen geniet die werd vastgesteld door de bevoegde diensten van jeugdbijstand, de jeugdrechtbank of het OCMW);

2° mag geen enkel gezinslid van de kandidaat-huurder de volle eigendom, de erfpacht of het vruchtgebruik van een onroerend goed met een woonbestemming hebben.

#### Artikel 5. Register

§ 1. De gemeente houdt een register bij met, in chronologische volgorde van de indiening van de aanvragen, de geanonimiseerde lijst van de aanvragers voor de toewijzing van een van die woningen.

Het register vermeldt het nummer van de kandidatuur, de datum van inschrijving, de gezinssamenstelling en het type van gevraagde woning.

Dit register vermeldt voor elke aanvrager van wie de identiteit via een volgnummer wordt vastgesteld:

1° de verschillende kenmerken van de situatie waarmee rekening wordt gehouden voor de toewijzing van de woning, met uitzondering van zijn identiteit. Het gaat zowel om informatie die het mogelijk maakt het aangepaste karakter van een beschikbare woning te bepalen, zoals (niet exhaustief) de gezinssamenstelling, de gezondheidstoestand of de aanwezigheid van een handicap, als om de elementen die de aanvrager in de mogelijkheid stellen om één of ander wegingscriterium te doen gelden in overeenstemming met artikel 29, tweede lid van de Code;

2° de hem toegewezen woning;

3° het adres van deze woning;

4° de datum van de gunningsbeslissing;

5° in voorkomend geval, zijn aanspraak op de huurtoelage;

6° in voorkomend geval, het motief van schrapping van het register.

In geval van wijziging van de kenmerken van de situatie van de aanvrager wordt het register zo snel mogelijk aangepast.

Het register vermeldt geen identiteitsgegevens van de aanvragers. Het verband tussen elk registernummer en de identiteit van de aanvrager is enkel toegankelijk voor het beheersorgaan van de operator of de gemachtigde ambtenaar.

§ 2. Dit register kan worden geraadpleegd door minstens de aanvragers, de gemeenteraadsleden, de adviseurs van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van deze gemeente en de leden van het Parlement en van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

§ 3. Om het beheer van haar patrimonium te vergemakkelijken, kan de gemeente ook een geïnformatiseerd register bijhouden waarmee ze gedifferentieerde lijsten kan opmaken in functie van het type van woning (in functie van het aantal kamers, doorstromingslijsten, lijsten voor aangepaste woningen, enz.), steeds met inachtneming van de chronologische volgorde.

## Artikel 6. Algemeen toewijzingsprincipe

§1. Met uitzondering van de in artikel 11 van dit reglement bedoelde afwijkingen wijst het college van burgemeester en schepenen de woning toe aan de op de lijst ingeschreven kandidaat-huurder die het best gerangschikt is van alle kandidaten die, met inachtneming van de voorziene vormen en termijnen, een positief antwoord hebben gegeven op de brief bedoeld in artikel 8, § 1 van het reglement op eensluitend advies van de OCTW.

§ 2. De toewijzingsbeslissing volgt de chronologische volgorde van de aanvragen van het register die in overeenstemming zijn met de locatie en het aantal kamers van de betrokken woning. De chronologische volgorde wordt evenwel gewogen door de voorrangregels die in artikel 7 zijn vastgelegd. Deze regels zijn opgesteld met inachtneming van de bepalingen van Titel X van de Huisvestingscode.

§ 3. Bij de toewijzing van de woning zal, voor de toepassing van het tweede lid, rekening worden gehouden met het kind dat in aanmerking komt/de kinderen die in aanmerking komen voor modaliteiten tot huisvesting bij het één of andere lid van het gezin, zoals vastgelegd in een gerechtelijke beslissing.

§ 4. De huur bedraagt minder dan 40% van het gezinsinkomen.

## Artikel 7. Voorrangregels

1. Beschikken over een inkomen dat toelaat om een sociale woning te huren of 10% superieur
2. Toestand van dringende omstandigheden
3. Een onaangepaste sociale woning moeten verlaten
4. Een ongeschoolde of laaggeschoolde gemeente- of OCMW-ambtenaar zijn

## Artikel 8. Toewijzingsprocedure

§ 1. Telkens wanneer het college van burgemeester en schepenen een van zijn vacante huurwoningen moet toewijzen, neemt die per aangetekende brief of met ieder ander middel waarmee kan worden bewezen dat de brief ontvangen is, contact op met de kandidaat-huurders uit het register van wie de kandidatuur overeenstemt met de beschikbare woning en die het hoogst gerangschikt staan op grond van artikel 7.

Deze brief aan de betrokken aanvragers bevat de volgende informatie:

1° de beschikbaarheid en het type van de desbetreffende woning;

2° het adres van de desbetreffende woning;

3° de huurprijs die zal worden gevraagd;

4° het bedrag van de eventuele vaste huurkosten;

5° de regels voor het bezoek aan het goed, met name de datum, het uur en de plaats van de afspraak;

6° de regels, met inbegrip van de termijn, die de aanvragers moeten naleven om hun akkoord te geven voor het huren van de woning;

7° in voorkomend geval, zijn recht op een huurtoelage en de details hiervan;

8° de regels en de criteria voor de toewijzing van de woning, de brief bevat de volledige tekst van het door de gemeente goedgekeurde toewijzingsreglement.

De modaliteiten voor het bezoek en de mededeling van een akkoord zijn identiek voor alle aanvragers en zijn zodanig opgevat dat wordt vermeden dat bepaalde categorieën van normaal gerede aanvragers zonder aanvaardbaar bewijs uit de boot vallen.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen doet een uitspraak op basis van het eensluitend advies van de OCTW.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen stelt de in § 2 bedoelde niet-geselecteerde kandidaat-huurders in kennis van de redenen waarom de woning niet aan hen werd toegewezen en brengt hen op de hoogte van de beroepsmogelijkheden en -termijnen.

§ 4. De huurovereenkomst treedt pas in werking na het verstrijken van de termijn van

het administratief beroep, of indien die werd ingesteld, op de dag van de in beroep genomen beslissing.

#### Artikel 9. Weigering van een woning

§ 1. Elke kandidaat-huurder heeft de mogelijkheid om een aangepaste woning te weigeren. Deze weigering moet met redenen omkleed zijn en per aangetekende brief worden gestuurd of worden afgeleverd tegen ontvangstbewijs.

§ 2. De kandidaat-huurder kan zonder te worden gesanctioneerd een woning weigeren die één van de volgende kenmerken vertoont:

1° een woning waarvan de vereiste huurprijs, met inbegrip van de lasten, de financiële mogelijkheden van het gezin overschrijden;

2° een woning die duidelijk niet aan de beperking van de kandidaat-huurder is aangepast.

De kandidaat moet de elementen bezorgen op basis waarvan de openbare vastgoedbeheerders kan beoordelen of het ingeroepen argument gegrond is.

Wie een aangepaste woning weigert, wordt uit het register geschrapt en verliest de chronologische volgorde.

#### Artikel 10. Mutaties

Op zijn verzoek kan de huurder die in een gemeentewoning woont die niet langer aan de grootte van zijn gezin is aangepast, een beschikbare aangepaste woning aangeboden krijgen.

Deze aanvragen worden op een gedifferentieerde lijst geschreven.

#### Artikel 11. Afwijkingen

Het college van burgemeester en schepenen kan enkel van het toewijzingsreglement afwijken op eensluidend advies van de OCTW en enkel:

1° indien het afwijkingsmechanisme, bedoeld in artikel 5, § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2017 houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedbeheerders en door de sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld, moet worden toegepast;

2° wanneer de aanvrager zich in een situatie van extreme nood bevindt;

3° wanneer de toewijzing betrekking heeft op de verhuur van woningen die zijn aangepast voor het gebruik van als gehandicapte erkende personen;

4° wanneer de woningen zijn ontworpen voor ouderen en zij de begunstigde zijn van specifieke diensten;

5° wanneer de toewijzing gebeurt in het kader van een mutatie;

6° wanneer de toewijzing gebeurt in het kader van een herhuisvestingsplan van huurders van woningen die door de openbare vastgoedbeheerder worden beheerd en zullen worden gerenoveerd.

Deze afwijking moet formeel met redenen worden omkleed en op de kant van het register worden vermeld.

#### Artikel 12. Straffen en administratief beroep

§ 1. Het beroep tot wijziging bedoeld in artikel 32, § 2 van de Brusselse Huisvestingscode moet worden ingediend binnen de maand na kennisgeving van de toewijzingsbeslissing. Dit beroep heeft betrekking op elke beslissing die een kandidaat-huurder benadeelt, met inbegrip van een beslissing tot onontvankelijkheid die op basis van artikel 4, § 3 van dit reglement wordt genomen.

Dit beroep wordt per aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen gericht.

In het beroep worden de betwiste beslissing en de redenen die daaraan de grondslag van liggen duidelijk vermeld.

§ 2. Vanaf de in de vorige paragraaf bedoelde datum van indiening van het beroep dient het college van burgemeester en schepenen binnen één maand een uitspraak te

doen over het beroep.

Het college van burgemeester en schepenen bevestigt of wijzigt de betwiste beslissing. In dat laatste geval draagt zijn beslissing alle gevolgen van een op grond van artikel 8 genomen gunningsbeslissing.

De in beroep genomen beslissing wordt ter kennis van de verzoeker gebracht en vermeldt de gewone beschikbare beroepsprocedures.

#### Artikel 13. Formele motivering

De beslissing tot toewijzing van een woning en de beslissing in beroep moeten formeel met redenen worden omkleed en voldoen aan de voorschriften ingevoerd in de Brusselse Huisvestingscode in Hoofdstuk III van Titel XI door de ordonnantie van 27 juli 2017 houdende de regionalisering van de woninghuurovereenkomst.

#### Artikel 14. Jaarlijks verslag aan de gemeenteraad

Het college van burgemeester en schepenen brengt aan de gemeenteraad jaarlijks verslag uit van zijn toewijzingsbeslissingen. Het jaarverslag vermeldt voor iedere toegekende woning de namen van de kandidaat-huurders die in toepassing van artikel 8 werden gekozen, de berekening op basis waarvan er werd gekozen tussen de aanvragers of in voorkomend geval de motiveringen die aan de basis liggen van de toepassing van artikel 10, de kandidaat-huurder die uiteindelijk werd geselecteerd en de kenmerken van zijn gezin en de woning.

#### Artikel 15. Jaarlijks verslag aan de regering

Vóór 1 juli van elk jaar bezorgt het college van burgemeester en schepenen de regering de op 31 december van het vorige jaar vastgestelde inventaris van alle woningen waarvoor hij houder van een zakelijk hoofdrecht is en/of die te huur worden gesteld, met vermelding van de ligging, het type, de bewoonbare oppervlakte, het aantal kamers, de huurprijs en de naam van de huurder.

#### Artikel 16. Inwerkingtreding

Dit reglement is niet van toepassing op de toewijzing van woningen die voor verhuring beschikbaar zijn vóór ..... 2018, behalve indien de procedure voor toekenning op deze datum nog niet is gestart

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0026 **Service Juridique**

### **Règlement-taxe sur les emplacements de parcage - Modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le rapport au Conseil communal ;

Vu le Règlement-taxe sur les emplacements de parcage adopté par le Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2013 ;

Le règlement est modifié comme suit :

Dénomination :

Règlement-taxe sur les emplacements de parcage

ARTICLE 1



Il est établi, du 1er janvier **2019** au 31 décembre **2024**, une taxe communale sur les emplacements de parcage desservant des immeubles de bureaux ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale.

Sont visés :

1°) les garages et tous emplacements couverts où peuvent être garés au moins 10 véhicules automobiles ;

2°) les parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur, en dehors de la voie publique, où peuvent être garés au moins 10 véhicules automobiles.

#### ARTICLE 2

La taxe est due par le propriétaire des immeubles où sont implantés les parkings.

En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et, respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier. En cas de location, la taxe est due solidairement par le propriétaire et le locataire.

#### ARTICLE 3

La taxe est fixée à trente euros (30 €) par place de parcage.

**La taxe n'est pas due pour :**

**- la place de parcage réservée gratuitement à des voitures partagées ;**

**- la place de parcage équipée d'un dispositif de recharge électrique universel rapide à titre gratuit.**

#### ARTICLE 4

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai de dix jours prenant cours le jour de la modification.

A défaut de déclaration dans les délais ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise, le redevable sera imposé d'office.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours pour faire valoir ses observations par écrit. Ce délai court à dater du 5ème jour ouvrable suivant la notification des motifs de taxation.

En cas de première infraction, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à cette taxe. En cas de nouvelle infraction, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal au double de cette taxe.

#### ARTICLE 5

Le contribuable est tenu de faciliter les contrôles de sa déclaration, notamment en autorisant la vérification sur place, par les délégués de la commune ou en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

## Juridische dienst

### Belasting reglement op parkeerplaatsen - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op de gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 119

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gelet op het verslag aan de raad ;

Gelet op het belastingreglement van 19.12.2013 op op parkeerplaatsen ;

Het reglement wordt gewijzigd als volgt :

Titel :

Belastingreglement van op parkeerplaatsen

#### ARTIKEL 1

Er wordt vanaf 1 januari **2019** tot en met 31 december **2024** een gemeentebelasting gevestigd op de parkeerruimten ten dienste van kantoren of gebruikt voor een handels-, industriële of ambachtelijke bedrijvigheid. Worden bedoeld:

1°) garages en alle overdekte ruimten voor het parkeren van motorvoertuigen met minstens 10 parkeerplaatsen voor motorvoertuigen.

2) openluchtparkeerruimten voor motorvoertuigen, buiten de openbare weg, en met minstens 10 parkeerplaatsen voor motorvoertuigen.

#### ARTIKEL 2

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de gebouwen waar de parkeerplaatsen zijn ingepland.

In geval van erfpacht of van opstal, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. In geval van vruchtgebruik, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker. In geval van huur, is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar en de huurder.

#### ARTIKEL 3

De belasting wordt bepaald op dertig euro (30€) per parkeerplaats.

**De belasting wordt niet verschuldigd :**

**- voor parkeerplaats gratis ter beschikking gestelde voor autodelen ;**

**- voor parkeerplaats uitgerust universele laadpalen voor elektrische voertuigen die gratis toegankelijk is.**

#### ARTIKEL 4

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar.

De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belasting, betekent de gemeente aan de belastingplichtige, per aangetekend schrijven, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen alsook het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken. Dit termijn loopt vanaf de 5de werkdag volgend op de betekening van de redenen van de belasting.

In geval van eerste overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het vastgestelde recht. In geval van herhaling van overtreding, zal het bedrag van deze verhoging gelijk zijn aan het dubbel van het vastgestelde recht.

#### ARTIKEL 5

De belastingplichtige is eraan gehouden de controles van zijn verklaring te vergemakkelijken, in bijzonder door het nazicht ter plaatse toe te laten aan de bevoegde ambtenaren van de gemeente of door het verstrekken van alle vereiste documenten en inlichtingen hieraangaande.

Onderhavige beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

#### SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

29.06.2018/A/0027 **Enseignement - Formation**

**ACADEMIE COMMUNALE DE MUSIQUE ET DE THEATRE "FRANZ CONSTANT" - Congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, de Monsieur Philippe LAMBERT, professeur de Trompette. Prolongation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 27 mai 2010 portant nomination à titre définitif, au 1er octobre 2009, à raison de 7 périodes/semaine, de Monsieur Philippe LAMBERT en qualité de professeur de Trompette ; entrée en fonction le 30 janvier 2003;

Vu sa délibération du 1er mars 2018 portant congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, de Monsieur Philippe LAMBERT, professeur de Trompette à l'Académie communale de Musique et de Théâtre "Franz Constant", pour la période du 26 janvier au 2 février 2018, suite à sa désignation à titre intérimaire en qualité de Directeur à l'Académie de Waterloo;

Vu sa délibération du 29 mars 2018 portant congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, de Monsieur Philippe LAMBERT, professeur de Trompette à l'Académie communale de Musique et de Théâtre "Franz Constant", pour la période du 3 février au 2 mars 2018, suite à sa désignation à titre intérimaire en qualité de Directeur à l'Académie de Waterloo;

Vu la demande de l'intéressé, en date du 03 mars 2018, de prolongation de son congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre qu'universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, à l'Académie de Waterloo, du 03 mars au 30 mars 2018, en application de l'article 3 du décret de la Communauté Française du 12 juillet 1990;

Vu la demande de l'intéressé de prolongation de son congé pour exercer

provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre qu'universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, à l'Académie de Waterloo, du 31 mars au 18 mai 2018, en application de l'article 3 du décret de la Communauté Française du 12 juillet 1990;

Vu la demande de l'intéressé, en date du 22 mai 2018, de prolongation de son congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre qu'universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, à l'Académie de Waterloo, du 19 mai au 15 juin 2018, en application de l'article 3 du décret de la Communauté Française du 12 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, article 14 §1, 2°;

Vu la circulaire de la Communauté Française du 25 septembre 1998 relative aux modifications relatives au régime de congés de certains membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté Française (réf. FDL/FV/CC/congaufo);

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié par les décrets des 10 avril 1995, 2 juin 1998, 17 juillet 1998 et 8 février 1999;

Vu la circulaire n° 6296 du 4 août 2017 portant " Vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné - page 252 - "Congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement autre qu'universitaire - Exercice d'une fonction de promotion" - et textes légaux y attachés;

Vu le règlement de travail en vigueur dans l'enseignement communal artistique d'Auderghem;

Vu le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale;

DECIDE

d'accorder la prolongation du congé pour exercer provisoirement une fonction de promotion dans l'enseignement autre que l'enseignement universitaire, à raison de 7 périodes/semaine, de Monsieur Philippe LAMBERT, né à Uccle le 25 juillet 1974 et domicilié Les Colir 16 à 1440 Braine-le-Château, professeur de Trompette à l'Académie communale de Musique et de Théâtre "Franz Constant", pour la période du 03 mars 2018 au 15 juin 2018, suite à la prolongation de sa désignation à titre intérimaire en qualité de Directeur à l'Académie de Waterloo.

L'agent est régulièrement subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La présente délibération sera transmise à Madame la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, direction générale de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Congé pour interruption de carrière, à raison de cinquième temps, de Madame Pauline MASSART, maîtresse de seconde langue - Néerlandais.**

LE CONSEIL,

Vu ses délibérations du 27 mai 2013 portant nomination à titre définitif à raison de 12 périodes/semaine au 1er avril 2013 et ultérieures portant extension de nomination définitive jusqu'à atteindre un total de 24 périodes/semaine, de Madame Pauline MASSART en qualité de maîtresse subventionnée de seconde langue - Néerlandais ; entrée en fonction le 1er septembre 2009;

Attendu que l'intéressée, en dates des 15 avril 2018, sollicite un congé pour interruption de carrière, à raison d'un cinquième temps, pour la période du 01 septembre 2018 au 30 juin 2019;

Vu la circulaire n° 6292 du 4 août 2017 portant "Vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné - page 456 - "Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales" - et textes légaux y attachés;

Vu le règlement de travail en vigueur dans l'enseignement communal fondamental d'Auderghem;

Vu le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale;

DECIDE

d'accorder un congé pour interruption de carrière, à raison d'un cinquième temps, du 01 septembre 2018 au 30 juin 2019, à Madame Pauline MASSART, née à Uccle le 2 juillet 1987 et domiciliée rue de la Procession 3 à 1310 La Hulpe, en qualité de maîtresse subventionnée de seconde langue - Néerlandais dans les centres scolaires communaux.

La présente délibération sera transmise à Madame la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction générale de l'Enseignement obligatoire fondamental.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

29.06.2018/A/0029 **Enseignement - Formation**

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Interruption partielle, quart-temps, de carrière professionnelle pour motif d'ordre purement personnel, avec allocation d'interruption, de Madame Catherine AGLAVE, institutrice primaire.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 18 décembre 2014 portant modification de la date de nomination définitive, au 1er avril 2014, de Madame Catherine AGLAVE en qualité d'institutrice primaire subventionnée dans les centres scolaires communaux;

Vu la lettre du 15 mai 2018 par laquelle Madame AGLAVE sollicite une interruption partielle, quart-temps, de carrière professionnelle pour motif d'ordre purement personnel, avec allocation d'interruption, pour la période du 1er septembre 2018 au 30 août 2019;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 et la réglementation de la Fédération Wallonie-

Bruxelles reprise dans sa circulaire n° 5294 du 17 juin 2015 - p. 360, relative au droit au congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle des membres du personnel définitifs;

Attendu que l'agent répond à toutes les conditions exigées pour pouvoir bénéficier de ce type d'interruption de carrière;

Vu la circulaire n° 5911 du 11 octobre 2016 portant "Vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné" - page 459 - "Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle" - et textes légaux y attachés, notamment l'arrêté royal du 18 janvier 1974 stipulant qu'un membre du personnel enseignant peut obtenir une mise en disponibilité pour convenances personnelles pour une période de dix ans pour une carrière complète;

Vu le règlement de travail en vigueur dans l'enseignement communal fondamental d'Auderghem;

Vu le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale;

DECIDE

d'accorder une interruption partielle, quart-temps, de carrière professionnelle pour motif d'ordre purement personnel, avec allocation d'interruption, pour la période du 1er septembre 2018 au 30 août 2019, à Madame Catherine AGLAVE, née à Etterbeek le 1er décembre 1982 et domiciliée rue de la Chise 8 à 1315 Incourt, en qualité d'institutrice primaire dans les centres scolaires communaux.

L'agent est régulièrement subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La présente délibération sera transmise à Madame la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, direction générale de l'Enseignement préscolaire et primaire et, sous forme de bref exposé, à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

29.06.2018/A/0030 **Enseignement - Formation**

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Interruption partielle, un cinquième temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, de Madame Charlotte WALRY, maîtresse de travaux manuels.**

LE CONSEIL,

Vu ses délibérations antérieures portant désignation à titre temporaire de Madame Charlotte WALRY en qualité de maîtresse de travaux manuels; entrée en fonction le 19 avril 2010

Attendu que l'intéressée a donné naissance à une fille, Jane Moïra SMITH, le 30/12/2014;

Vu la demande, en date du 19 avril 2018, de Madame WALRY de bénéficier d'une interruption partielle, un cinquième temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, pour la période du 1er septembre 2018 au 30 juin 2019;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 et la réglementation de la Fédération Wallonie-Bruxelles reprise en pages 101 et 363 de sa circulaire n° 5911 du 11 octobre 2016 et relative au droit à l'interruption de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental;

Attendu que l'agent répond à toutes les conditions exigées pour pouvoir bénéficier de ce type d'interruption de carrière;

Vu le règlement de travail en vigueur dans l'enseignement communal fondamental d'Auderghem;

Vu le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE**

d'accorder une interruption partielle, un cinquième temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, du 1er septembre 2018 au 30 juin 2019, à Madame Charlotte WALRY, née à Ottignies le 20 mars 1986 et domiciliée avenue Eugène Philippe 1 à 1473 Glabais, en qualité de maîtresse de travaux manuels dans les centres scolaires communaux.

L'agent émarge aux fonds communaux.

La présente délibération sera transmise à Madame la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, direction générale de l'Enseignement préscolaire et primaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

29.06.2018/A/0031 **Enseignement - Formation**

**ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Interruption partielle, un mi-temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, de Madame Céline SIMONS, institutrice primaire.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération, en séance du 29 juin 2017, portant désignation à titre définitif, au 1er avril 2018, de Madame Céline SIMONS en qualité d'institutrice primaire dans les centres scolaires communaux ; entrée en fonction le 1er septembre 2011;

Attendu que l'intéressée a donné naissance à une fille, Elisa ZWIKEL, le 23 septembre 2013;

Vu la demande, en date du 15 mai 2018, de Madame SIMONS de bénéficier d'une interruption partielle, un mi-temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, pour la période du 1er septembre 2018 au 30 avril 2019;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 et la réglementation de la Fédération Wallonie-Bruxelles reprise en pages 101 et 363 de sa circulaire n° 5911 du 11 octobre 2016 et relative au droit à l'interruption de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental;

Attendu que l'agent répond à toutes les conditions exigées pour pouvoir bénéficier de ce type d'interruption de carrière;

Vu le règlement de travail en vigueur dans l'enseignement communal fondamental d'Auderghem;

Vu le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale;

DECIDE

d'accorder une interruption partielle, un mi-temps, de carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, avec allocation d'interruption, du 1er septembre 2018 au 30 avril 2019, à Madame Céline SIMONS, née à Etterbeek le 27 octobre 1982 et domiciliée Vlierboomstraat 59 à 3080 Tervuren, en qualité d'institutrice primaire dans les centres scolaires communaux.

L'agent est régulièrement subventionné par la Communauté Française.

La présente délibération sera transmise à Madame la Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles, direction générale de l'Enseignement préscolaire et primaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

#### 29.06.2018/A/0032 Régie foncière

#### **Désignation des membres de la Commission indépendante d'attribution des logements communaux et mode de fonctionnement.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale;

Vu l'Ordonnance du 19 avril 2018 modifiant le Code bruxellois du Logement, visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur du logement public ;

Vu l'article 28bis du Code bruxellois du Logement imposant de créer au sein de la commune une Commission indépendante qui devra obligatoirement être sollicitée pour donner un avis conforme à chaque attribution de logement ainsi que lors d'éventuelles dérogations en cas d'extrême urgence;

DECIDE :

de désigner

- Madame Joëlle Nuttin, Assistante sociale
- Monsieur Marc Brackenier, Gestionnaire de la Régie foncière
- Monsieur Jean Noël, Attaché principal

pour composer la Commission indépendante d'attribution des logements communaux dont l'avis conforme est lié en ce sens qu'il doit prendre en compte l'ordre chronologique du Registre et faire une juste application des critères d'attribution prévus dans le règlement communal.

La présente délibération, sera transmise en double exemplaire, à Monsieur le Ministre-Président de la Région Bruxelloise en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

#### **Regie voor het Grondbeleid**

#### **Aanduiding van de leden van de Onafhankelijke Commissie met het oog op de**



## **toewijzing van woningen en werkwijze.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 19 april 2018 tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode ter versterking van goed bestuur in de openbare huisvestingssector;

Gelet op artikel 28bis van de Brusselse Huisvestingscode dat bepaalt dat binnen de gemeente een onafhankelijke toekenningscommissie moet worden opgericht met het oog op de toewijzing van woningen door een eensluidend advies alsook de eventuele afwijkingen bij dringendheid;

BESLIST :

aan te duiden

- Mevrouw Joëlle Nuttin, Maatschappelijk Werkster
- De Heer Marc Brackenier, Beheerder van de Regie voor Grondbeleid
- De Heer Jean Noël, Eerstaanwendend Attaché

om samen de Onafhankelijke Commissie te vormen die zal beslissen om woningen toe te wijzen volgens de chronologische volgorde van de aanvragen in het register zoals voorzien in het gemeentelijk reglement.

Onderhavige beraadslaging, in tweevoud, zal overgemaakt worden aan de diensten van de Heer Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0033 **Rémunérations**

### **Fixation de la pension de retraite de Monsieur CUMPS Christian, assistant administratif.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 26 octobre 2017, réf. #002/26.10.2017/A/0042, portant «Personnel administratif : demande de mise à la pension introduite par Monsieur Christian CUMPS, assistant administratif affecté au service Mobilité. » ;

Vu sa délibération du 21 décembre 1984 prise pour information par Monsieur le Gouverneur du Brabant le 4 février 1985, qui modifie le régime de pension du personnel communal conformément à la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation des régimes de pensions ;

Vu la loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 26 juin 1992 portant dispositions sociales et diverses ;

Vu la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi-programme du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses ;

Vu la loi du 13 décembre 2012 portant diverses dispositions modificatives relatives aux

pensions du secteur public ;

Vu la loi-programme du 28 juin 2013 portant des dispositions diverses ;

Vu la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 février 2009, référence 19.02.2009/A/015, portant "Statut pécuniaire du personnel communal – Modifications. – Revalorisation salariale de 3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour les agents communaux du niveau C (échelles organiques). 2% subventionnés par la Région et 1% à charge communale", approuvée par Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale par lettre du 20 avril 2009, référence 002-2009/2447-dd;

Décide :

de fixer comme suit le montant de la pension de retraite de Monsieur CUMPS Christian, assistant administratif, né à Auderghem, le 18 septembre 1957 et domicilié à 1160 Auderghem, chaussée de Tervueren, 48 : 10.433,25 euros par an à 100%, à partir du 1<sup>er</sup> mai 2018.

Ce montant est soumis aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux arrêtés parus en la matière.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux et à Ethias Assurances.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

#### 29.06.2018/A/0034 **Rémunérations**

##### **Fixation de la pension pour inaptitude physique de Madame Christel CROMBOIS, assistante technique (puéricultrice).**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du Ministère de la Santé Publique du 17 mai 2017 par laquelle la Commission des Pensions du service de santé administratif communique que Madame Christel CROMBOIS est admise à la pension pour inaptitude physique temporaire jusqu'au 31 mai 2018 et qu'elle sera définitivement déclarée inapte au service après cette date si elle n'a pas été réaffectée ;

Vu sa délibération du 21 décembre 1984 prise pour information par Monsieur le Gouverneur du Brabant le 4 février 1985, qui modifie le régime de pension du personnel communal conformément à la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation des régimes de pensions ;

Vu la loi du 21 mai 1991 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 26 juin 1992 portant dispositions sociales et diverses ;

Vu la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi du 25 avril 2007 relative aux pensions du secteur public ;

Vu la loi-programme du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses ;

Vu la loi du 13 décembre 2012 portant diverses dispositions modificatives relatives aux pensions du secteur public ;

Vu la loi-programme du 28 juin 2013 portant des dispositions diverses ;  
Vu la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public ;  
Vu la délibération du Conseil communal du 19 février 2009, référence 19.02.2009/A/015, portant "Statut pécuniaire du personnel communal – Modifications. – Revalorisation salariale de 3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour les agents communaux du niveau C (échelles organiques). 2% subventionnés par la Région et 1% à charge communale", approuvée par Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale par lettre du 20 avril 2009, référence 002-2009/2447-dd;

Décide :

d'admettre à la pension prématurée Madame Christel CROMBOIS, assistante technique, née à Etterbeek, le 20 janvier 1973, domiciliée à 7060 Horrues, chemin de la Crotteuse, 2 et de fixer le montant de la pension à 6.014,81 € à partir du 1<sup>er</sup> juin 2018.

Ce montant est soumis aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux arrêtés parus en la matière. La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux et à Ethias Assurances.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

29.06.2018/A/0035 **Service Juridique**

**Appel d'un jugement défavorable prononcé le 23 mai 2018 par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles (rôle 13/12439/A) dans l'affaire Auderghem c/ CHABEAU qui concerne une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Triomphe 106) - exercice 2011 – article 00016 – valeur : 7.200,00 € - Ratification**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 270 ;

Vu la décision du Collège du 12 juin 2018 ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire un appel à l'encontre d'un jugement défavorable prononcé le 23 mai 2018 par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles (rôle 13/12439/A) dans l'affaire Auderghem c/ CHABEAU qui concerne une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Triomphe 106) - exercice 2011 – article 00016 – valeur : 7.200,00 ;

- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre ff de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 23 mei 2018 (rôle 13/12439/A) in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de**

**gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaaats Triomphelaan 106) - Aanslagjaar 2011 - Artikel 00016 - Waarde 7.200,00 Euros - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 12 juni 2018 ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep in te dienen tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 23 mei 2018 (rôle 13/12439/A) in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaaats Triomphelaan 106) - Aanslagjaar 2011 - Artikel 00016 - Waarde 7.200,00 Euros ;

- belast de Gemeentesecretaris en de dd. Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0036 **Service Juridique**

**Appel d'un jugement prononcé le 08 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles déclarés insalubres (adresse d'imposition Wavre 1054) - Ratification**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 270 ;

Vu la décision du Collège du 29 mai 2018 (#002/29.05.2018/B/0096#) ;

DECIDE

- d'autoriser le Collège à introduire un appel à l'encontre d'un jugement prononcé le 08 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles déclarés insalubres (adresse d'imposition Wavre 1054) ;

- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre ff de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 8 mei 2018 in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn (belastingsplaaats Waver 1054) - Goedkeuring**

HET COLLEGE

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 29 mei 2018 (#002/29.05.2018/B/0096#) ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 8 mei 2018 in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die ongezond of onbewoonbaar verklaard zijn (belastingsplaaats Waver 1054) ;
- belast de Gemeentesecretaris en de dd. Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0037 **Service Juridique**

**Appel d'un jugement prononcé le 09 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Henri Schoofs 13) - Ratification**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 270 ;

Vu la décision du Collège du 29 mai 2018 (#002/29.05.2018/B/0097#) ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire un appel à l'encontre d'un jugement prononcé le 09 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Henri Schoofs 13) ;
- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre ff de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 9 mei 2018 in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaaats Henri Schoofs 13) - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van 29 mei 2018 (#002/29.05.2018/B/0097#) ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 9 mei 2018 in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaaats Henri Schoofs 13) ;
- belast de Gemeentesecretaris en de dd. Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

---

29.06.2018/A/0038 **Service Juridique**

**Appel d'un jugement prononcé le 23 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles (rôle 13/12437/A) dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Stratégie 14) - exercice 2011 – article 00010 – valeur : 5.400,00 € - Ratification**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 270 ;

Vu la décision du Collège du 12 juin 2018 ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire un appel d'un jugement prononcé le 23 mai 2018 par le tribunal de première instance de Bruxelles (rôle 13/12437/A) dans le cadre de la requête introduite contre une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples (adresse d'imposition Stratégie 14) - exercice 2011 – article 00010 – valeur : 5.400,00 € ;
- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre ff de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

---

**Juridische dienst**

**Beroep tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 23 mei 2018 (rôle 13/12437/A) in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaats Krijgskundestraat 14) - Aanslagjaar 2011 - Artikel 00010 - Waarde 5.400,00 Euros - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270 ;

Overwegende de beslissing van het College van 12 juni 2018 ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep in te dienen tegen het door rechtbank van eerste aanleg gewezen vonnis van 23 mei 2018 (rôle 13/12437/A) in verband met het verzoekschrift tegen de belasting op de gebouwen die worden verdeeld (belastingsplaats Krijgskundestraat 14) - Aanslagjaar 2011 - Artikel 00010 - Waarde 5.400,00 Euros ;
- belast de Gemeentesecretaris en de dd. Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

**Werkliedenpersoneel : Indisponibiliteitsstelling omwille van medische redenen. De Heer Marc ARENS, hulparbeider.**

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 14 oktober 1983, houdende : huishoudelijk reglement betreffende de stand indisponibiliteit, ter kennis genomen door de hr. Gouverneur van de Provincie Brabant op 19 december 1983, referten 22 - 22 n° 7270/62.476 en 62.477;

Gezien de medische attesten van werkombekwaamheid ingediend door de Heer Marc ARENS en waarvan het laatste dateert van 15 mei 2018;

Overwegende dat de betrokkene op datum van 15 mei 2018 het aantal ziektedagen waarop hij recht heeft omwille van gezondheidsredenen opgebruikt heeft;

Overwegende dat hij bijgevolg in indisponibiliteit omwille van gezondheidsredenen moet geplaatst worden vanaf 16 mei 2018;

**BESLIST**

De Heer Marc ARENS, hulparbeider, in de stand indisponibiliteit omwille van gezondheidsredenen te plaatsen vanaf 16 mei 2018 en voor elke ziekteperiode die voorkomt voor 1 april 2019 (datum waarop hij opnieuw recht heeft op 30 ziektedagen). Hij zal gedurende zijn indisponibiliteit een wachtloon krijgen overeenkomstig de voormelde beraadslaging van de Gemeenteraad en de wet van 15 mei 1984 genaamd "Mainil".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

**Personnel des crèches: Mise en disponibilité pour raisons de santé de Mme MAGALHAES Linda à partir du samedi 16 juin 2018.**

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 14 octobre 1983, portant : personnel communal - règlement d'ordre intérieur relatif à la position de disponibilité prise pour information par Monsieur le Gouverneur de la Province du Brabant, le 19 décembre 1983, références service 22 - 22 n° 7270/62.476 et 62.477;

Vu les certificats médicaux d'incapacité introduits par Mme MAGALHAES Linda du 13 mars 2018 au 22 juin 2018;

Attendu qu'elle aura épuisée à la date du samedi 16 juin 2018 le nombre de jours de congé auquel elle a droit pour raisons de santé;

Considérant qu'il doit dès lors être mise en disponibilité pour raisons de santé conformément à la réglementation précitée;

**DECIDE**

de mettre Mme MAGALHAES Linda, en disponibilité pour raisons de santé à partir du 16 juin 2018 et pour toute période de maladie pouvant encore survenir avant le 1er juillet 2018 (date à laquelle elle sera créditée de 30 nouveaux jours de maladie).

Il percevra pendant sa mise en disponibilité un traitement d'attente qui sera fixé conformément à la délibération précitée du Conseil communal et à la loi du 15 mai

1984 dite loi "Mainil".

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
25 votants : 25 votes positifs.

---

29.06.2018/A/0041 **Ressources Humaines**

**Personnel ouvrier: Demande de mise à la pension introduite par Monsieur Johny FIGYS, conducteur d'équipe (D4) affecté au service Voirie.**

LE CONSEIL

Vu la lettre du 7 septembre 2017 par laquelle Monsieur Johny FIGYS, conducteur d'équipe (D4), sollicite sa mise à la pension à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal ;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, en particulier le titre V ;

Vu la loi portant dispositions diverses du 28 décembre 2011 ;

Considérant que l'intéressé est entré en fonction le 1<sup>er</sup> juillet 1980 (avec une carrière mixte de 1975 à 1980) et qu'il aura atteint l'âge de soixante ans le 18 juin 2018 ;

Considérant que, par dérogation à la règle générale, et conformément aux conditions de la Réforme 2015, les personnes ayant une carrière longue peuvent partir à la pension plus tôt : en 2018 à 60 ans avec une carrière de 44 ans ;

Considérant que l'agent remplit les conditions pour pouvoir bénéficier d'un départ à la pension ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Prend acte :

de la demande de mise à la pension, à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2018 de Monsieur Johny FIGYS, conducteur d'équipe, né à Bruxelles le 18 juin 1958 et domicilié à 5600 Neuville, allée des chevreuils 103.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
25 votants : 25 votes positifs.

Levée de la séance à 21:30  
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Jean-Claude Vitoux